

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

CONTRIBUTION
à l'Étude de
l'Idée d'Indépendance Économique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 Juin 1934, à 14 heures

PAR

Gilbert WEYL

Diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales

Président : M. DESCHAMPS, Professeur.

Suffragants { *M. LESCURE, Professeur.*
M. PIROU, Professeur.

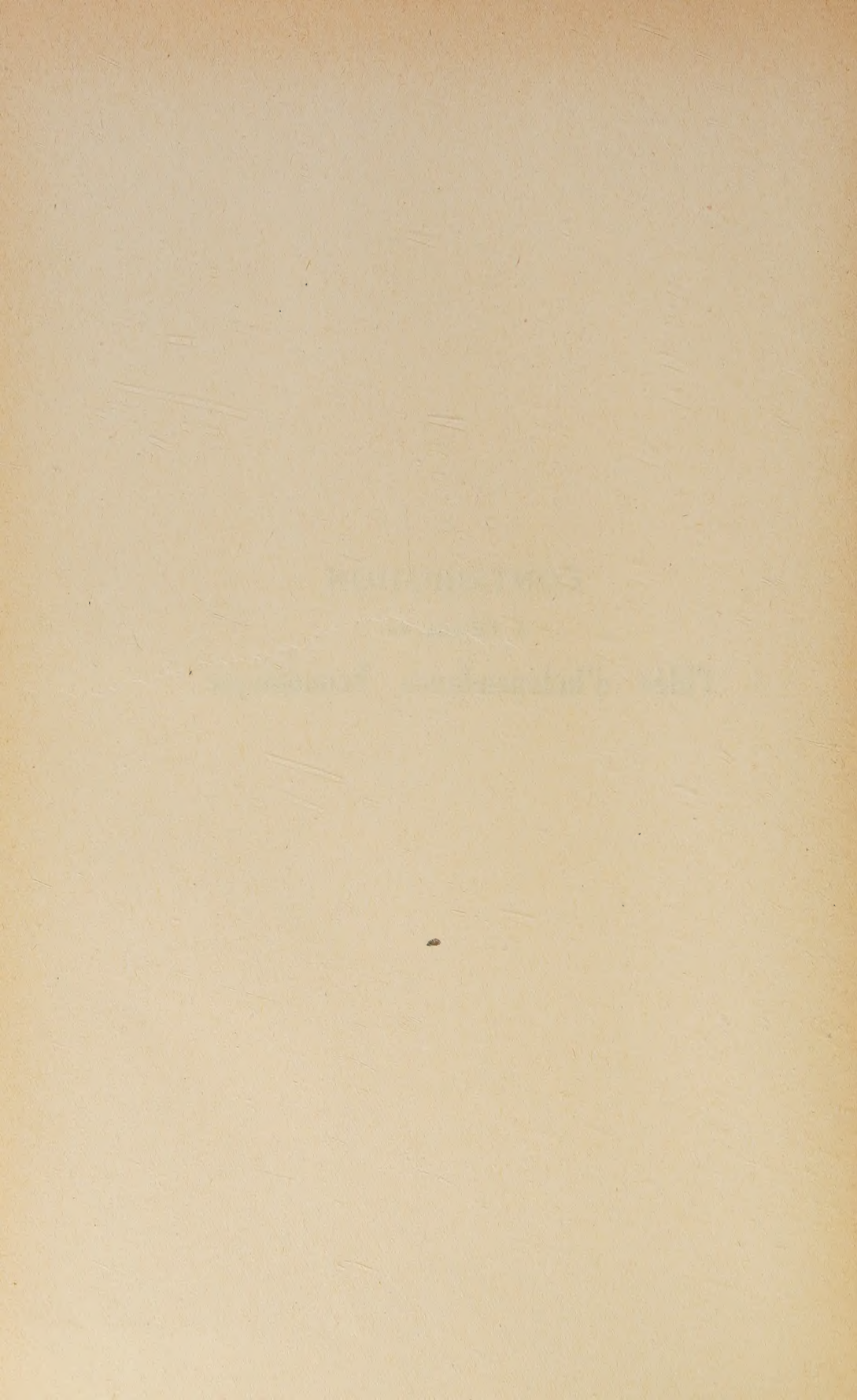
PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais Palais-Royal

1934

CONTRIBUTION
à l'Étude de
l'Idée d'Indépendance Economique



CONTRIBUTION

à l'Étude de

l'Idée d'Indépendance Économique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 Juin 1934, à 14 heures

PAR

Gilbert WEYL

Diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales

Président : M. DESCHAMPS, Professeur.

Suffragants { *M. LESCURE, Professeur.*
M. PIROU, Professeur.

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais Palais-Royal

1934

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

L'indépendance économique est souvent considérée comme constituant un remède aux crises et aux guerres et comme un moyen de rendre les peuples heureux.

En écrivant cette étude, nous n'avons pas eu l'intention d'examiner tous les aspects, théoriques et pratiques, politiques et économiques, de ce régime. Nous avons constaté que l'idée d'indépendance économique, d'autarchie, est extrêmement répandue, soit qu'on la soutienne consciemment et ouvertement, soit que l'on prenne simplement des mesures qui s'y rattachent. On pourrait penser que cette idée est simple et claire ; à notre avis, il n'en est rien, tant en raison des formes dans lesquelles elle apparaît qu'en raison de sa nature même ; c'est une idée complexe et elle comprend des éléments fort différents.

Notre but a été d'essayer de déterminer ces éléments, d'analyser le concept d'indépendance économique et d'examiner certains de ses aspects.

Cette étude n'est ni un réquisitoire contre l'indépendance économique, ni un plaidoyer en sa faveur ; si nous avons été conduits à examiner les conséquences qui résultent du développement logique de certaines conceptions et à en tirer quelquefois des conclusions qui peuvent sembler pessimistes, ce n'est ni dans l'intention de les condamner, ni de les approuver. En ce qui concerne le domaine des faits, une question pouvait nous être posée immédiatement : « Croyez-vous que l'indépendance économique soit réalisable ? » Nous n'avons pas

cherché à répondre ; déterminer si l'indépendance économique est ou non réalisable, soit pour chacune des nations, soit pour certains groupements ou certains Etats, nécessiterait une étude complète des ressources du monde entier et des différents niveaux de vie, étude qui sort du cadre limité de cette thèse.

Avant d'aborder l'analyse de l'idée d'indépendance économique, il nous a paru utile d'examiner les traces plus ou moins importantes de cette notion que l'on trouve dans les différentes doctrines : cet examen permet de voir sous quelles influences elle s'est développée ; nous avons cru devoir consacrer une place particulièrement importante à un théoricien de l'indépendance économique : J. G. FICHTE.

Nous avons déjà employé à plusieurs reprises l'expression « idée d'indépendance économique » ; nous l'emploierons encore très fréquemment, concurremment avec l'expression « idée d'autarchie » que nous considérons comme sensiblement équivalente (1). Si l'on nous demandait une définition précise nous dirions qu'à notre avis, il n'est pas possible d'en donner une définition exacte ; l'indépendance économique, elle, peut être définie ; mais l'ensemble des tendances que nous désignons, arbitrairement peut-être sous le nom d'idée d'indépendance économique ne se peut définir ; il y a là en effet des conceptions très variées, souvent contradictoires ; on pourrait presque dire, dans certains cas, que cette idée fait plus partie d'une mystique que d'une doctrine.

Néanmoins, il apparaît comme possible de la situer

(1) Si l'on se place au point de vue étymologique, le terme « autarchie » ne s'applique pas spécialement à la vie économique ; l'usage est cependant de le considérer comme ayant un sens économique ; la conception qu'il désigne suppose d'ailleurs comme base un groupe politiquement fermé.

en l'opposant à d'autres idées et enfin d'en donner une sorte de définition approximative qui la rapproche d'ailleurs de l'indépendance économique proprement dite.

Tout d'abord, à quelles idées s'oppose-t-elle ? On peut les désigner ainsi : jus communicationis, communauté et interdépendance des peuples. On a proclamé que le commerce international doit être libre, que rien ne doit y mettre obstacle et que tous les peuples dépendent les uns des autres. Il n'est pas possible, il n'est pas juste que les peuples vivent séparés ; ils sont solidaires à tous les points de vue, moral, spirituel, social, politique et économique. C'est là une très belle idée, elle a ses origines dans les ouvrages des plus anciens philosophes et théologiens, elle fait appel à la fraternité des peuples qui les réunit au-dessus de toutes les frontières ; elle fait appel à l'égalité qui donne les mêmes droits à tous ; elle fait appel à la liberté, à la justice et à l'humanité ; elle fait appel aussi au progrès qui doit rendre l'existence de tous simple, facile et heureuse.

Elle ne repose malheureusement que très rarement sur quelque chose de concret et n'a souvent pour fondement que ces principes généreux auxquels nous venons de faire allusion. L'idée d'indépendance économique ou idée d'autarchie fait dans un certain sens table rase de presque tous ces principes. Bien plus, elle les considère quelquefois comme nuisibles.

Nous ne voulons pas dire que l'idée d'indépendance économique n'admet pas du tout ces principes, nous verrons au contraire qu'elle a souvent pour base des idées de liberté, d'indépendance, d'égalité et de justice. Mais elle leur retire tout ce qu'ils ont d'universel. L'autarchie tend en effet à isoler du reste du monde le groupement dans lequel elle est appliquée.

L'une des meilleures explications que l'on pourrait

donner de l'idée d'indépendance économique est celle qui la rapprochant de l'indépendance économique la considérerait comme un ensemble de tendances cherchant à limiter une nation à ses ressources naturelles. Une nation qui limiterait sa consommation à ce que lui fournissent ses ressources naturelles arriverait à être isolée du monde. Cependant, malgré la compensation qui semble devoir se réaliser sous un régime d'autarchie entre les importations et les exportations, dans le cas où il est reconnu qu'une nation n'arrive pas à se passer de l'étranger, beaucoup de doctrines qui soutiennent d'un côté l'idée d'indépendance économique poussent d'un autre côté au développement des exportations. C'est par là que l'idée d'indépendance économique combinée avec les conceptions qui considèrent que l'autarchie n'est réalisable que dans le cadre d'un territoire assez important présentant certaines caractéristiques, se rapproche, en quelque sorte paradoxalement, de l'idée d'hégémonie. C'est par son caractère le plus souvent social qu'elle se rapproche du socialisme et de l'économie dirigée. Nous n'avons pas la prétention de juger l'économie dirigée, mais nous pensons qu'elle tend, en ce qui concerne le commerce extérieur, soit à un développement des exportations, c'est-à-dire à une domination économique sur l'étranger, soit à une équivalence obligatoire entre les exportations et les importations, tout en produisant à l'intérieur du pays tout ce qui est considéré comme indispensable à la vie, c'est-à-dire à un état d'indépendance économique. Dans cette double tendance de l'économie dirigée, nous trouvons les deux sortes d'autarchie, que nous nous efforcerons de définir. (Voir chapitre IV).

Dans le chapitre qui va suivre, nous passerons en revue certaines doctrines économiques dans leurs rapports avec l'idée d'indépendance économique.

CHAPITRE PREMIER

L'IDEE D'INDEPENDANCE ECONOMIQUE ET LES DIFFERENTES DOCTRINES

Ce n'est qu'exceptionnellement que l'idée d'indépendance économique se trouve exprimée sous forme de doctrine. Le plus souvent elle n'existe qu'à l'état latent dans certaines conceptions économiques et n'apparaît que sous le couvert d'autres principes, notamment du protectionnisme. Des taxes ont presque toujours frappé l'entrée des marchandises étrangères ; les principales raisons qui, en dehors de l'argument fiscal, ont été données pour justifier l'établissement de ces taxes sont les suivantes : il faut conserver les métaux précieux qui font la richesse de la nation (argument mercantiliste) ; un pays doit pouvoir se défendre (A. SMITH) ; les industries d'un pays qui désire arriver à un stade de développement complet doivent être protégées (F. LIST). Nous retrouverons ces principes lors de l'examen des différents éléments de l'idée d'indépendance économique.

En ce qui concerne les différentes doctrines qui nous intéressent, nous avons cru devoir dans une première partie rappeler brièvement les idées des mercantilistes, des physiocrates et d'Adam SMITH et consacrer une deuxième partie à FICHTE et aux auteurs allemands.

SECTION I. — DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE

Jusqu'au XVI^e siècle les taxes et droits, spécialement les droits à l'importation et à l'exportation, dont est frappé

le commerce, ont un caractère uniquement fiscal ; à partir du début du xvi^e siècle, ces taxes et droits, tout en conservant leur caractère fiscal, deviennent les instruments de la politique économique des gouvernements. Ces derniers adoptent à l'égard de l'économie une ligne de conduite qui peut varier, mais qui se réclame presque toujours d'une doctrine.

A) *Le système mercantile*

Le système mercantile repose en grande partie sur les avantages que présente pour un pays la détention de la plus grande quantité possible de métaux précieux ; il repose également sur l'idée que le commerce extérieur ne doit représenter que l'écoulement du superflu de la production nationale. Aux yeux des premiers mercantilistes le commerce extérieur n'a pas l'importance qu'il prendra pour leurs successeurs ; au xvii^e siècle les mesures de tous ordres, notamment douanières, prises pour favoriser l'industrie sont destinées à stimuler le développement du commerce d'exportation. Il convient de remarquer que si les mercantilistes soutiennent la théorie suivant laquelle une nation doit se suffire à elle-même, cela ne les empêche pas du tout de prôner une politique d'expansion économique consistant à vendre le plus possible en achetant le moins possible ; ces deux points de vue s'opposent l'un à l'autre, comme l'ont montré par la suite les physiocrates et Adam SMITH, mais il ne faut pas croire qu'ils aient été abandonnés ; on les retrouve réunis dans beaucoup de conceptions modernes de politique économique ; il n'est pas jusqu'à la lutte pour la possession des métaux précieux qui ne soit d'actualité.

De tous les défenseurs du système mercantile MONT-

CHRÉTIEN est le premier qui pose nettement le principe de l'indépendance économique : « Tout bien considéré, « il n'y a qu'un seul bon et légitime moyen de remédier « à cet inconvénient, c'est que le pays fournisse le pays » (*Traité de l'économie politique*, livre I, p. 112). MONTCHRÉTIEN pense que cette indépendance complète, qui à son point de vue est une réaction de défense contre l'emprise de l'étranger, est réalisable et que la France pourrait vivre sur elle-même et pour elle-même. Les idées de MONTCHRÉTIEN eurent un vif succès. BODIN a considéré comme nécessaire de les combattre longuement ; il est, comme Sully, partisan de l'interdépendance des peuples et nous indique (Réponse au paradoxe de M. DE MALESTROIT, page 60) que ceux qui croient « que pourrions vivre heureusement et à grand marché sans rien bailler ni recevoir de l'étranger » se trompent et que « nous ne saurions nous en passer » ; d'ailleurs si même il nous était possible de nous en passer, il faudrait « par bonne amitié » éviter de le faire. Ailleurs (*De la République*, livre VI, chapitre III) il attaque une des conceptions essentielles des mercantilistes, l'accumulation des métaux précieux.

Malgré ces attaques le développement du système mercantile s'est poursuivi ; ce développement a été facilité par le fait que le mercantilisme, séparant l'économie nationale de l'économie des autres pays, renforce l'Etat en resserrant les liens économiques, liens qui étaient restés jusqu'alors très lâches ; il appuie ainsi le mouvement politique. A l'époque de Richelieu l'on cherche à ce que la France se suffise à elle-même et à ce qu'en même temps elle conquière les marchés étrangers. C'est également comme appui du mouvement politique d'expansion que le mercantilisme, sous la forme de l'expansion commerciale, est appliqué par Colbert.

L'idée d'indépendance économique est donc à cette époque une idée politique.

B) *Les Physiocrates. — Adam Smith*

Les économistes du XVIII^e siècle s'attachent relativement peu au côté politique des questions économiques ; ils étudient la richesse, sa production et sa répartition.

Pour les physiocrates, la base de l'économie est l'agriculture ; il est nécessaire de la développer et pour cela de maintenir de hauts prix, pour les denrées agricoles ; aussi sont-ils partisans du libre échange, mais ils pensent tout d'abord à la liberté du commerce intérieur, ce qui s'explique par les multiples entraves auxquelles le commerce était soumis à cette époque ; en ce qui concerne le commerce international et notamment celui des produits agricoles, le libre-échange se réduit pour les physiocrates à la libre exportation des grains ; les physiocrates étaient partisans d'une éventuelle limitation des importations de grains aux cas de disette. Leur thèse est devenue par la suite celle de la libre concurrence absolue, mais les physiocrates recherchent surtout le développement de l'agriculture. Ils combattent d'ailleurs les principes mercantilistes, notamment la balance du commerce.

Cependant un aspect des doctrines physiocratiques peut être invoqué par les partisans de l'indépendance économique ; il a sans doute en partie contribué à former les bases psychologiques de l'idée d'autarchie ; c'est le rang attribué au commerce extérieur ; pour les physiocrates le commerce extérieur est sans doute indispensable, mais c'est un « mal nécessaire » (LE MERCIER DE LA RIVIÈRE. *Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, p. 548). Il serait préférable que le commerce inté-

rieur suffit à écouler la production du pays. Les physiocrates ne demandent pourtant pas la prohibition du commerce extérieur, bien au contraire, ni même une réglementation, mais la liberté absolue. C'est comme nous l'avons indiqué plus haut parce que dans la liberté du commerce extérieur, ils voient surtout la libre exportation des grains.

Adam SMITH est presque entièrement libre échangiste, nous disons presque parce qu'il admet les droits de douane dans certains cas et que dans une phrase souvent invoquée, il justifie les Actes de Navigation en disant que la défense nationale est bien plus importante que la richesse (*Wealth of Nations*, t. I, p. 429). Cet argument de la défense nationale a été repris chaque fois qu'il s'est agi de protéger une industrie considérée comme essentielle.

Les doctrines que nous avons brièvement rappelées sont relativement anciennes, et surtout en ce qui concerne celles qui tendraient à défendre l'indépendance économique, elles n'ont pas actuellement d'influence par elles-mêmes. Il nous a paru nécessaire de consacrer quelques pages à leur examen, parce que, à notre avis, on retrouve dans les idées exprimées de nos jours beaucoup de conceptions qui sont celles des mercantilistes, des physiocrates et bien entendu d'Adam SMITH. La discussion de la question de la répartition de l'or, par exemple, fait souvent appel aux idées métallistes.

Nous allons consacrer un examen un peu plus approfondi à un ensemble de doctrines dont l'influence sur les mouvements modernes est plus directe et se fait très nettement sentir.

SECTION II. — FICHTE ET LES AUTEURS ALLEMANDS

FICHTE a publié en 1800 un ouvrage intitulé l'Etat com-

mercier fermé, « Der geschlossene Handelstaat » avec le sous-titre suivant : « Ein philosophischer Entwurf als Anhang zur Rechtslehre und Probe einer künftigen zu liefernden Politik ».

Cet ouvrage est une œuvre théorique (« eine blosse Uebung der Schule ohne Erfolg in der Welt ») qui se présente quelque peu avec le caractère d'une utopie. Il apparaît cependant comme extrêmement important, même au point de vue pratique, pour le sujet qui nous occupe ;

1°) parce qu'il nous semble constituer le modèle des théories autarchiques et spécialement de celles qui aboutissent à l'autarchie en partant d'un idéal social et parce que son étude montre comment un réformateur peut être conduit à l'idée d'indépendance économique ;

2°) parce qu'il a eu une très grande influence en Allemagne, non pas tant par lui-même que par l'action sur d'autres écrivains des doctrines qui y sont soutenues ; cette influence, fortement aidée, il est vrai, par d'autres facteurs, a été et est encore si grande que l'évolution politique et économique de l'Allemagne tend très souvent à suivre les conclusions de cet ouvrage.

Nous verrons plus loin comment et dans quelle mesure les idées exprimées par FICHTE ont été adoptées par d'autres auteurs allemands et quels sont les éléments qui en les transformant leur ont donné toute leur influence.

En raison de l'importance que « l'Etat commercial fermé » nous semble présenter en ce qui concerne l'idée d'indépendance économique, il nous paraît nécessaire de mettre en lumière les principaux points de l'ouvrage de FICHTE. Un résumé ne serait pas ici à sa place ; nous estimons commode de suivre le plan adopté par FICHTE et d'examiner comment se développe le raisonnement.

L'auteur se propose de déterminer le régime commer-

cial qui convient à l'Etat idéal (L'Etat de raison : Vernunftstaat). Il commence par poser ou plus exactement à rappeler que le rôle de l'Etat est tout d'abord de donner à chacun le sien. Qu'entend FICHTE par le sien ? Il part du principe que à l'origine de la civilisation tous ont le même droit sur tout et que personne n'a de droit à faire valoir contre autrui. C'est la renonciation de tous à l'objet d'une prétention qui rend quelqu'un propriétaire et c'est cette renonciation seule qui est la base des droits de propriété, étant bien entendu que le droit de propriété comprend seulement l'usage de la chose et non la chose elle-même (donc l'uti des Romains et non l'abuti).

D'autre part, indique FICHTE, le but de l'activité humaine est d'avoir de quoi vivre. FICHTE défend ainsi ce qu'on a appelé le droit à l'existence. La répartition des biens doit donc se faire tout d'abord de façon à ce que tous aient de quoi subsister et ensuite, le droit de propriété de chacun provenant de la renonciation de tous, de façon à ce que tous vivent à peu près de la même manière, c'est-à-dire aussi agréablement les uns que les autres. En conséquence, les différents états, les différentes classes, pourrait-on dire, si rien n'était plus éloigné de la conception de FICHTE que les idées qu'évoque maintenant le mot classes, les différents états de la population que FICHTE groupe en producteurs, commerçants et artistes (1), doivent vivre dans les mêmes conditions. L'Etat doit fixer le nombre de ses habitants qui auront

(1) Remarquons en passant que cette division diffère des divisions acceptées par l'économie classique ; il faut aussi remarquer que FICHTE ne songe pas à opposer le producteur au commerçant et à l'artiste ; ces derniers ne lui paraissent nullement des parasites du premier ; il considère que les trois groupes sont également nécessaires dans des proportions qui varient avec la prospérité de l'Etat envisagé.

le droit et le devoir de se consacrer aux arts et veiller à ce que ce nombre ne soit pas dépassé tant que les circonstances ne se seront pas modifiées ; ce contrôle de l'Etat doit s'étendre dans les mêmes conditions à la fixation du nombre de ceux qui auront le droit de se consacrer à chacun des différents arts. Et il est intéressant de voir que FICHTE est conduit à cette solution par son principe d'égalité sociale. En effet, chacun doit vivre, c'est-à-dire manger, être habillé, être logé d'une certaine façon correspondant dans la mesure du possible à un niveau de vie confortable, avant qu'un seul vive luxueusement. Mais réciproquement l'Etat doit veiller à ce que le nombre de ceux qui se consacrent à un art, qui a été reconnu comme nécessaire au regard de la situation économique, ne diminue pas.

Pour répartir au mieux des intérêts du pays les hommes qui ont l'intention de se livrer à un certain travail, l'Etat fera procéder à des examens (1). De cette façon toute marchandise sera livrée dans la meilleure qualité possible, cette qualité étant la meilleure du pays et non la meilleure d'un autre pays. Et FICHTE tient à préciser tout de suite, avant même d'arriver à l'idée d'autarchie, que l'habitant d'un certain pays n'a pas le droit de demander à bénéficier du produit le meilleur du monde ; chacun doit se contenter de ce que contient la sphère d'activité dans laquelle la nature l'a placé. (Nous voyons apparaître nettement ici le caractère politique de la doctrine de FICHTE).

Le raisonnement fait à propos des artistes s'applique

(1) Le système des certificats de capacité s'étend peu à peu actuellement en Allemagne aux branches les plus variées de l'activité humaine ; c'est là un des nombreux points sur lesquels l'ouvrage théorique de FICHTE est à rapprocher de l'évolution de l'Allemagne.

aux commerçants dont le nombre doit rester fixé à celui que demandent les circonstances. Le commerçant, comme tous les citoyens d'ailleurs, remplit dans ces conditions une sorte de fonction ; les autres ont renoncé à commercer ; lui s'engage à acheter et à revendre à tout moment.

Mais quelle sera la commune mesure de la valeur ? FICHTE propose un aliment : le pain, que l'on peut considérer comme nourriture de base. Si l'on fait un effort supplémentaire pour un produit qui a la même valeur nutritive, c'est qu'il est plus agréable et ce produit dépasse sa valeur interne de la quantité de nourriture de base que l'on aurait obtenue avec un travail équivalant à l'effort supplémentaire.

Or, chacun doit pouvoir vivre d'une façon également agréable suivant son métier (ce qui ne veut pas dire que certaines professions doivent être favorisées, mais seulement que ce qui est agréable varie selon la profession ; ainsi le travailleur manuel et le travailleur intellectuel n'ont pas besoin de la même sorte de nourriture). L'Etat doit maintenir cette égalité. Or, l'Etat n'a d'action que sur ses membres ; il ne peut rien sur les étrangers, il ne peut faire entrer leur activité dans le cadre qui conviendrait à ses besoins, car il ne peut être sûr de ce qu'ils feront, ni les forcer à acheter ou à vendre. Voilà un des points les plus intéressants de l'ouvrage de FICHTE ; tout Etat qui achète ou vend à l'étranger, dépend de l'étranger, car dans le premier cas l'étranger est libre de ne pas fournir à cet Etat ce dont celui-ci a besoin et dans le second cas l'étranger est libre de réduire à la misère ceux qui produisent la marchandise exportée. Tout trafic avec les étrangers doit donc être interdit aux membres de l'« Etat de raison » et l'Etat de raison sera un Etat commercialement fermé, comme il

est un Etat politiquement et juridiquement fermé. Et si cet Etat a besoin de faire un échange, un troc, c'est le gouvernement et le gouvernement seul qui aura à s'en charger, comme seul il s'occupe de la paix et de la guerre.

Ayant ainsi démontré la nécessité de ce que l'on a appelé depuis l'autarchie, FICHTE poursuit son ouvrage en décrivant l'organisation économique de l'Etat autarchique et les bienfaits de l'indépendance économique tant pour chaque Etat et ses habitants que pour l'humanité.

L'homme doit travailler avec joie et sans souci et avoir du temps à consacrer à la vie spirituelle. Les productions nécessaires à la vie doivent être développées et chaque Etat qui a évidemment le droit de chercher à élever le niveau de vie de ses habitants, y arrivera par les avantages que présente la division du travail.

Dans les dernières chapitres du livre I^{er}, FICHTE examine quelques points particulièrement importants et arrive à des solutions qui peuvent sembler singulièrement d'actualité. C'est ainsi que pour assurer l'équilibre de la vie économique et le maintien du « standard of living » malgré les variations des productions agricoles, il préconise ce que nous appellerions un « Farm Board » avec report des récoltes.

Sur une question très importante, question qui est au tout premier plan des préoccupations actuelles, sur la question monétaire, FICHTE arrive aux conclusions suivantes :

1°) Une commune mesure des valeurs est nécessaire.

2°) Il y aura donc une monnaie dans l'Etat commercialement fermé, mais n'importe quoi pourra être pris comme monnaie.

3°) L'Etat choisira ce qu'il voudra et déclarera qu'il ne

fera et n'acceptera de paiements qu'en la monnaie qu'il aura choisie ; ainsi sera créée une monnaie de pays, une monnaie intérieure.

On ne peut s'empêcher de remarquer à quel point ces conceptions sont proches des conceptions des économistes allemands actuels qui soutiennent la théorie de la « Binnenwährung » (1).

Dans le livre second de son ouvrage, FICHTE examine l'état actuel du commerce ; cet examen conduira au troisième livre qui traite de la politique à suivre pour amener le trafic commercial au régime désiré.

Au cours de cet examen, FICHTE dégage entre autres les points suivants qui semblent particulièrement intéressants. (Ces opinions sont celles de FICHTE, nous n'entendons pas les défendre ou les combattre).

1) Dans l'antiquité, l'étranger était considéré comme un ennemi.

2) Les peuples de l'Europe chrétienne se sont considérés comme une seule nation ; cette nation avait une religion, le christianisme, et une civilisation de base, la civilisation germanique.

3) Les concepts politiques se sont formés lors de l'introduction du droit romain et l'Etat moderne provient de la séparation des grandes masses mal liées.

4) L'ensemble de l'Europe constituait un tout, à l'intérieur duquel le commerce était libre.

(1) Cette théorie de la monnaie intérieure est très répandue, elle est également très ancienne ; on la trouve exposée comme suit par Platon : Cette loi est naturellement suivie d'une autre qui défend à tout particulier d'avoir chez lui ni or ni argent ; mais comme il est nécessaire d'avoir une monnaie pour les échanges journaliers, soit pour payer aux ouvriers leurs marchandises.... ; on aura à cet effet une monnaie courante dans le pays, mais qui ne sera d'aucune valeur aux yeux des étrangers. (*Les Lois*. V. p. 287 de la traduction COUSIN).

5) L'Etat a jusqu'ici (1) été considéré comme chargé de maintenir la propriété dans sa situation présente et non de donner à chacun ce qui lui est dû.

6) La liberté du commerce est une idée moyennageuse et l'anarchie qui en résulte doit disparaître comme a disparu l'anarchie de l'Etat ; celui-ci doit se fermer aussi bien comme Etat commercial que comme Etat législatif ou judiciaire.:

7) Tous les inconvénients du commerce libre se retrouvent dans le commerce partiellement contrôlé avec de nombreux inconvénients en plus.

Dans le troisième livre, comme nous l'avons indiqué plus haut, FICHTE expose la politique à suivre pour amener le trafic commercial dans la situation souhaitée, c'est-à-dire la fermeture de l'Etat commercial.

L'Etat doit se fermer à tout commerce avec l'étranger et former ainsi un corps juridiquement, politiquement et commercialement indépendant. Faisons remarquer que c'est là que se trouve la véritable conception de FICHTE : l'Etat doit être commercialement, c'est-à-dire économiquement indépendant, comme il l'est politiquement.

Peu après FICHTE exprime, dans une intention pacifique il est vrai, une idée que l'on retrouve chez LIST et bien d'autres auteurs allemands : celle qu'il est nécessaire que l'Etat atteigne ses frontières naturelles. On sait trop à quels excès ce principe a pu conduire certains écrivains pangermanistes. FICHTE indique cependant que l'Etat commercial fermé ne donne aucune inquiétude à ses voisins, puisqu'il a atteint ses frontières naturelles et qu'il n'a plus d'intérêt à s'agrandir.

(1) Rappelons que cet ouvrage a été écrit en 1800.

Pour réaliser la fermeture de l'Etat il sera nécessaire d'appliquer un programme, dont voici les principaux points :

1) Tout l'or et tout l'argent seront échangés contre une monnaie intérieure.

2) Le monopole du commerce extérieur sera réservé à l'Etat.

3) Les importations seront réduites, ce qui sera facile, notamment en ce qui concerne les produits pour le choix desquels le goût intervient et à la place desquels un produit de remplacement peut être fourni.

4) Pour améliorer le niveau de vie, l'Etat doit attirer à tout prix les grands savants qui s'occupent de sciences pratiques : chimistes, mécaniciens...

5) Occupation des frontières naturelles ; FICHTE précise bien qu'à son avis il y aura seulement occupation car, avec l'or et l'argent dont il disposera, l'Etat autarchique pourra facilement acheter les concours qui lui seront nécessaires.

6) L'Etat amalgamera les nouveaux annexés aux anciens habitants et publiera un manifeste dans lequel il s'engagera à ne plus s'occuper de l'étranger et à ne pas franchir ses frontières.

7) Ensuite l'Etat sera complètement fermé sauf pour certains échanges sans bénéfice ; les voyages à l'étranger seront interdits, sauf pour les savants et les grands artistes. L'armée permanente sera supprimée, mais le service militaire sera obligatoire.

Et enfin, comme conséquence de toutes ces mesures, la vie sera simplifiée et transformée en un jeu.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de discuter les opinions de FICHTE. On voit que, comme nous l'avons indiqué plus haut, l'œuvre que nous venons d'analyser a tout l'air d'une utopie. Mais elle a exercé et exerce une

influence considérable. Il peut sembler cependant que son analyse occupe dans notre travail une place trop considérable. Nous ne songeons pas, bien au contraire, à méconnaître l'importance des autres ouvrages qui ont été consacrés à la question qui nous intéresse, non plus que celle des tendances qui se sont manifestées et se manifestent en faveur de l'indépendance économique. Si nous avons cru devoir accorder à l'ouvrage de FICHTE une place si importante, c'est qu'il nous paraît constituer le type de ce que l'on peut appeler l'autarchie à base sociale, c'est-à-dire de l'indépendance économique considérée comme une conséquence nécessaire de la transformation de la société. Tout spécialement, FICHTE représente à nos yeux un réformateur social qui fait consister la révolution en une nouvelle répartition des biens. C'est en partant de sa conception de répartition qu'il arrive à l'autarchie, c'est un véritable socialisme, et tel qu'il est conçu ce socialisme est un socialisme étatiste.

Et nous désirons souligner qu'à notre avis, toute réorganisation éventuelle d'une société ne peut se concevoir que dans un cadre, Nation, Etat, Race, Groupement quelconque, et que le souhait de réaliser entièrement cette organisation, c'est-à-dire de la réaliser tant au point de vue politique qu'au point de vue économique, nous dirons même surtout au point de vue économique, étant donné l'importance de « l'économique » dans les conceptions sociales, ce souhait amène les inspireurs d'un mouvement social à rejeter tout ce qui n'est pas soumis à leur influence et par conséquent à fermer politiquement et économiquement le groupement qu'ils dirigent. Et l'exemple de FICHTE nous montre d'une manière très précise comment un réformateur passe de la nécessité de réorganiser la société à l'obligation de fermer l'économie. Les bases de réforme sociale préconisées pourront

varier, mais il nous semble que l'on pourra presque toujours appliquer le raisonnement de FICHTE sur la nécessité de ne s'occuper que de ceux qui font partie du groupe qui accomplit cette réforme et sur le lien qu'il y a entre celle-ci et l'indépendance économique.

Nous avons déjà parlé de l'influence exercée par FICHTE. Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de montrer comment elle a pu s'exercer. Qu'on nous permette cependant de citer cette phrase : « L'esprit allemand, en tant qu'il reconstruit le monde en son cours, s'appelle FICHTE ». (Lassalle *Die Philosophie Fichtes und die Bedeutung des deutschen Volkgeists* 1862).

En ce qui concerne l'Etat commercial fermé, il ne faut pas oublier que cette conception, déjà vaste, trouve sa place, et sa place logique dans une conception plus vaste, une conception de l'Etat. Ce n'est pas uniquement par elle-même que l'idée d'indépendance économique, telle que la conçoit FICHTE, a eu en Allemagne une grande influence ; d'autres idées, d'autres théories même, s'y sont ajoutées ; parmi ces doctrines il nous faut indiquer en tout premier lieu celles de HEGEL.

Nous ne voulons pas dire que HEGEL était un partisan de l'indépendance économique. Pour expliquer l'influence de HEGEL sur le développement de l'idée d'indépendance économique, il nous paraît nécessaire de rappeler brièvement les idées et les rapports entre eux des principaux philosophes allemands.

KANT reste dualiste ; il oppose l'esprit et le noumène. Pour FICHTE il n'y a pas dans l'univers l'esprit humain et la chose en soi, le moi et le non-moi ; il n'y a que le moi aussi par l'intuition intellectuelle. Pour HEGEL il y a un absolu antérieur à la scission du moi et du non-moi, cet absolu a la force de développement du moi.

La doctrine du pangermanisme, aboutissement de bien

des conceptions allemandes, se réclame de FICHTE et de HEGEL. Pourquoi ? En ce qui concerne FICHTE, les idées développées dans « l'Etat commercial fermé » fournissent beaucoup d'éléments au pangermanisme ; ajoutons que FICHTE a été un des premiers à exposer les notions de « Muttersprache » et de « Mutterland ». Et en ce qui concerne HEGEL c'est parce qu'il soutient l'idée d'Etat ; pour lui l'Etat, qui représente l'esprit en tant que celui-ci se réalise avec conscience dans le monde, l'Etat est la source de tous les droits, l'Etat est supérieur au droit ; l'individu n'existe qu'en tant qu'il fait partie de l'Etat. HOBBS dans le *Leviathan* (1654) a soutenu une thèse qu'on rapproche de celle de HEGEL ; cette thèse est celle du despotisme absolu provenant d'une sorte de contrat social ; mais cette thèse n'est pas identique à celle de HEGEL qui, bien que considérant un monarque comme nécessaire, soutient surtout la prééminence de l'Etat en tant qu'Etat. HEGEL s'oppose d'ailleurs à HOBBS par le fait qu'il pense que l'Etat est une organisation dans laquelle le but raisonnable de la liberté se réalise et qu'il estime qu'on ne doit pas opprimer l'intérêt de l'individu, mais le mettre en accord avec l'intérêt général. Cette attitude de HEGEL vis-à-vis de la liberté de l'individu est à rapprocher des conceptions politiques allemandes actuelles. C'est à cause de la conception de HEGEL d'un Etat surhumain que le pangermanisme se réclame de lui. Un auteur allemand (Creuzinger dans *Hegels Einfluss auf Clausewitz* p. XIII) nous indique que l'idée hégélienne d'Etat, dure et limitée, a eu une grosse influence sur Clausewitz ; et l'on connaît le retentissement en Allemagne des conceptions de ce dernier. HEGEL est d'ailleurs le père de beaucoup de doctrines étatistes ; son influence sur les théories marxistes a été très grande et, ce qui peut sembler paradoxal, ses conceptions ainsi

que celles de NIETZSCHE d'ailleurs, ont eu une forte action sur le fascisme et sur le national-socialisme.

Nous prions le lecteur de bien vouloir nous excuser de cette parenthèse ; pour bien comprendre les théoriciens politiques et aussi les économistes, il est utile à notre avis de rechercher quels sont les philosophes dont ils ont subi l'influence ; tout particulièrement en ce qui concerne l'Allemagne, nous sommes persuadés que son évolution, guidée par les économistes et les politiciens, ne peut être expliquée que si l'on étudie les influences spirituelles qui ont agi sur ce pays depuis cent cinquante ans.

Reprenant maintenant l'examen des doctrines qui ont contribué au développement de l'idée d'indépendance économique en Allemagne, nous voyons que Friedrich List a également une grande importance ; sa définition de la « nation normale » est devenue classique (Die normalmässige Nation besitzt... la nation normale possède une langue et une littérature, un territoire bien arrondi, étendu et pourvu de ressources naturelles variées et une forte population. F. LIST. Œuvres complètes publiées par la Friedrich List Gesellschaft, tome VI, p. 210). Remarquons en passant que LIST considère que la protection ne doit durer que le temps nécessaire à la constitution des industries qu'il importe de soutenir. C'est comme on l'a dit « un système transitoire, un procédé de circonstance » (RIST, dans *Gide et Rist, Histoire des doctrines économiques*, p. 328) ; « à aucun moment LIST n'a songé à faire de l'autonomie économique ou de la conservation du marché intérieur le pivot d'une politique protectionniste » (RIST *op. cit.* p. 336). Cependant ses idées sur la nation normale et sur la nation indépendante ont eu par elles-mêmes une grande influence en Allemagne sans qu'il ait été tenu compte des conditions dans

lesquelles LIST pensait qu'elles devaient se réaliser.

Enfin toutes les aspirations germaniques se sont concrétisées dans la doctrine de Mitteleuropa qui est plus vivace que jamais et dont se rapproche la théorie du groupement des peuples nordiques. En ce qui concerne le Mitteleuropa, rappelons que NAUMANN cherche à démontrer la nécessité de l'union de l'Europe Centrale ; il expose que la puissance mondiale (Weltmacht) Mitteleuropa a déjà existé (à l'époque de Charlemagne) et qu'elle doit être établie à nouveau ; cette puissance sera allemande. « Mitteleuropa wird im Kern deutsch sein » (p. 100).

Il importe de citer WAGNER et SCHÖEFFLE comme ayant agi sur le mouvement économique allemand ; leurs conceptions économiques exercent actuellement une influence mondiale, inspirant tant le programme du parti national-socialiste allemand que le mouvement fasciste italien et même pour une part la politique économique du Président des Etats-Unis. Il est intéressant de remarquer à ce sujet que WAGNER et SCHÖEFFLE sont dans une certaine mesure des disciples de LASSALLE et de RODBERTUS, de celui-ci surtout et que l'origine des idées de RODBERTUS se trouve en grande partie chez SISMONDI et chez les Saint-Simoniens (*Cf. Gide et Rist op. cit.* p. 495) ; signalons que RODBERTUS est considéré comme l'auteur de l'expression « servitude de l'intérêt » (Zinsknechtschaft) qui est si souvent employée en Allemagne.

En ce qui concerne le développement de l'idée d'indépendance économique, il faut signaler que de très nombreux écrits en faveur de l'autarchie ont paru depuis quelques années en Allemagne.

Quant aux mesures autarchiques prises dans ce pays elles sont multiples et vont du blocage du mark à la politique des graisses.

Les auteurs allemands ne sont pas les seuls au XIX^e siècle à s'être occupés de la protection. Il faut citer également les auteurs anglo-saxons et notamment CAREY et PATTEN ; nous ne croyons pas nécessaire d'examiner leurs conceptions, qui se retrouvent dans la mentalité américaine, parce qu'elles se rapprochent sur bien des points de celles que nous avons eu l'occasion d'étudier dans ce chapitre. Il en est de même pour les ouvrages des auteurs français.

CHAPITRE II

L'IDEE D'INDEPENDANCE ECONOMIQUE DANS LE MONDE

Nous avons indiqué plus haut que l'idée d'indépendance économique, idée complexe, nous semble être extrêmement répandue. Avant d'analyser ses éléments, il nous paraît nécessaire d'exposer ce qui peut justifier cette opinion. Car enfin, nous dira-t-on, y a-t-il actuellement un pays qui prétende vivre isolé, y a-t-il une nation qui veuille vivre sur elle-même ? Tous les discours prononcés par les hommes d'Etat ne prouvent-ils pas que les différents gouvernements n'ont en vue que la collaboration des peuples sur le plan économique ? Y a-t-il rien de plus opposé à l'autarchie que les conceptions qui se font jour dans les conférences internationales et qui se réalisent par la conclusion d'accords commerciaux ? Où voyez-vous seulement exprimée d'une façon sérieuse cette idée que vous trouvez si répandue ? Où existe-t-il même un parti qui s'en fasse le défenseur officiel ?

Sans doute il n'y a pas jusqu'ici d'Etat qui prétende vivre isolé, aucune nation n'a la prétention avouée de vivre sur elle-même et en tout cas de renoncer à exporter. Mais l'idée d'indépendance économique, sans être le plus souvent officiellement soutenue, n'en existe pas moins à l'état latent. Il est rare qu'elle apparaisse directement mais on la retrouve dans de nombreuses tendances éco-

nomiques où elle se mélange à d'autres idées. Elle apparaît ainsi 1°) dans les mesures économiques prises par de nombreux gouvernements 2°) dans certains mouvements d'opinion. Nous ne voulons pas dire qu'on cherche à déguiser l'idée d'indépendance économique mais que certaines mesures, certaines opinions y conduisent sans que ceux qui en sont partisans s'en rendent compte. Elle apparaît également associée à un désir d'expansion qui s'exprime par la volonté d'exporter. Nous allons essayer dans ce chapitre d'indiquer et d'étudier rapidement quelles sont les mesures, quels sont les mouvements d'opinion que l'on peut considérer comme inspirés en partie par l'idée d'indépendance économique. Nous pensons que cette étude nous permettra de discerner ensuite plus facilement les éléments de cette idée et d'en apercevoir plus aisément les caractéristiques principales.

SECTION I. — LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET L'AUTARCHIE

Les mesures prises à l'égard du commerce international par les gouvernements, même les plus libéraux, sont très nombreuses. Ces mesures ne sont pas le plus souvent prises dans le but de réaliser l'autarchie ni même toujours dans une intention protectionniste, mais si on les généralise et si l'on cherche à quoi elles aboutissent, on constate qu'elles pourraient former une partie, un élément d'une réalisation éventuelle de l'indépendance économique. Si ces mesures n'ont pas toujours la protection pour but, il est juste cependant de dire que dans la plupart des cas, elles sont destinées à protéger telle ou telle industrie, telle ou telle culture, soit qu'elles frappent directement un produit étranger, soit qu'elles réagissent en fait sur le commerce international.

Il est à remarquer que les actes de gouvernement semblent ressortir d'une politique économique, mais que cette politique n'est pas toujours nettement déterminée. Bien souvent ces actes sont accomplis sous la pression des circonstances, quelquefois aussi sous l'action d'intérêts particuliers ; certains ne sont que des actes de défense ou de représailles ; il arrive fréquemment en effet qu'un gouvernement juge nécessaire de répondre soit à une décision prise par un autre gouvernement, soit à un état de fait existant dans un autre pays. Il ne faut pas se dissimuler toutefois que cette dernière formule est particulièrement imprécise et laisse la place aux solutions les plus variées et les plus incontrôlables.

Les mesures dont nous allons parler sont quelquefois considérées comme étant des armes de guerre, de guerre économique. Il est courant d'entendre un chef de gouvernement demander à son Parlement les moyens de se défendre contre les mesures prises par tel autre gouvernement ; ou bien de lire que les pouvoirs donnés en cette matière à un ministre lui fourniront une arme lors des prochaines négociations économiques et commerciales ; ou bien, au contraire, que la délégation qui a été envoyée à une conférence n'est pas suffisamment armée pour défendre les intérêts du pays. Il est courant enfin de voir un état menacer un autre d'appliquer telle ou telle mesure si l'adversaire n'annule pas une décision qu'il vient de prendre. Si vraiment ces mesures peuvent être comparées à des armes il faut avouer que l'arsenal s'est fortement enrichi ces dernières années. On a fait flèche de tout bois et les moyens les plus variés ont été employés ou utilisés pour défendre l'agriculture, l'industrie et le commerce nationaux. Poursuivant cette comparaison l'on pourrait même dire que certaines armes anciennes ont été retirées des musées et utilisées. Parmi

les moyens connus depuis un certain temps on peut citer : les droits de douane, les primes, le cadenas, les industries d'Etat etc ; parmi les moyens plus récents : les procédés monétaires, les contingentements, la surtaxe de change, etc.

Certaines de ces mesures gouvernementales peuvent être décidées du jour au lendemain et annulées de même ; d'autres sont plus longues à organiser et exigent des travaux importants ainsi qu'une adaptation du pays. Parmi ces moyens à long terme nous citerons les industries et les organismes d'Etat. Nous ne voulons pas bien entendu parler des industries que l'Etat exploite, qu'il monopolise même, dans un but uniquement fiscal, telle que l'industrie des tabacs, mais des industries que l'Etat crée ou réglemente d'une façon particulière. Nous en prendrons trois exemples assez différents : les industries créées par Colbert, l'Office de l'Azote, le Monopole de l'Alcool Industriel.

La création d'industries nouvelles par Colbert se présente sous deux aspects. D'une part COLBERT favorisa l'organisation d'industries privées en embauchant des ouvriers et entrepreneurs étrangers ; il leur accorda des avantages et des privilèges. Il fit venir ainsi des Italiens (soieries, dentelles, verreries) des Espagnols (chapellerie, tissages fins) des Anglais (orfèvrerie, constructions navales) des Flamands et des Hollandais (raffineries, tapisseries, céramique, teinturerie) etc... D'autre part, il fonda des entreprises industrielles d'Etat de caractères variés, surtout artistique et intellectuel : ateliers du Louvre (tapisserie, ébénisterie, sculpture, émaux, orfèvrerie, gravure, armurerie, horlogerie, optique, instruments de précision, cartographie), Monnaie des Médailles, Imprimerie Royale, Gobelins, Savonnerie.

L'Office National Industriel de l'Azote a été fondé le 11 Avril 1924 ; à cette date a été promulguée une loi approuvant une convention qui avait été passée le 11 Novembre 1919 entre Monsieur LOUCHEUR et la BADISCHE ANILIN und SODA FABRIK en vue de la fabrication de l'ammoniaque synthétique ; cette loi établissait pour l'exécution de cette convention un Office National de l'Azote ayant pour objet exclusif la fabrication et la vente des produits azotés et des composés se rattachant directement à cette fabrication. Pour réaliser l'objet de l'Office National de l'Azote, une usine fut créée à Toulouse ; elle causa « d'amers déboires » (Chambre des Députés 1^{er} Décembre 1928). Cependant l'Office n'a pas été supprimé, son maintien étant considéré comme indispensable.

Pour le monopole de l'alcool industriel, il ne s'agit pas à proprement parler d'une industrie d'Etat mais de la remise à l'Etat de toute la production de certains alcools qualifiés d'industriels tel que l'alcool de betteraves ; ce monopole a été organisé par décret du 13 Août 1919 et arrêté ministériel du 18 Octobre 1919.

Quel est donc le but de ces industries.

La création d'industries par COLBERT a eu pour but : 1^o) d'éviter l'achat à l'étranger de produits de luxe, 2^o) de développer les exportations. Le premier point est nettement une mesure autarchique ; il ne s'agit pas de protéger une industrie existante mais d'en créer de nouvelles. Le deuxième s'explique par le désir d'expansion des mercantilistes, désir d'expansion qui, comme nous le verrons, subsiste bien souvent dans l'idée d'indépendance économique.

La fabrication de produits azotés en France s'explique par des considérations de défense nationale, on connaît la place que ces produits tiennent dans la fabrication des

explosifs ; ils ont aussi une très grande importance pour l'agriculture. Il est donc compréhensible que l'on ait cherché à se passer des produits nitrés étrangers qui proviennent soit des gisements de nitrates naturels du Chili, soit des usines allemandes, norvégiennes ou américaines de produits chimiques.

Mais ce raisonnement peut s'appliquer à tous les produits dont on a besoin pendant une guerre et, sans compter la nourriture qui est aussi indispensable que les armes, presque tout peut être considéré comme nécessaire à la guerre : les métaux, le cuir, le coton etc.. On serait donc conduit soit à vouloir produire de tout, soit, si cela était impossible, à constituer des stocks par échange avec les pays étrangers, pour pouvoir en cas de besoin se passer de l'étranger ; le but à atteindre serait de tirer du pays même tout ce qu'il peut fournir aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre ; le seul moyen d'avoir des entreprises prêtes pour la guerre est de les utiliser pendant la paix et de leur fournir des débouchés.

La création du monopole de l'alcool a eu pour but de faciliter la vente des alcools qualifiés de naturels et de fournir ainsi des débouchés aux produits agricoles (Mentionnons également que l'alcool a une assez grande importance au point de vue militaire, étant utilisé pour la fabrication des explosifs et des produits sanitaires). Il s'agit donc de renforcer l'armature agricole du pays afin de lui permettre de supporter plus aisément la concurrence de l'étranger ; les alcools naturels sont vendus dans le pays et les alcools « industriels », qui proviennent également de produits agricoles (betteraves) sont achetés par l'Etat. Si l'on agit ainsi, c'est que l'on estime qu'il est nécessaire, au triple point de vue politique, social et économique qu'il existe en France, une

forte classe agricole, et cela notamment pour que la France tire sa nourriture du sol même et ne dépende pas de l'étranger.

La création d'industries ou d'entreprises par un Etat, soit qu'il les régie lui-même soit qu'il encourage leur constitution tend donc, plus ou moins à rendre cet Etat indépendant de l'étranger.

Un groupe très important de mesures autarchiques est constitué par les mesures douanières ; elles sont très nombreuses ; nous ne prétendons pas les examiner en détail mais il nous paraît utile d'étudier brièvement de quelle manière elles aboutissent à la limitation des importations.

Tout d'abord les droits de douane proprement dits avec leurs différentes modalités : ad valorem, au poids... et leurs différents régimes : double tarif, tarif unique, traités de commerce, clause de la nation la plus favorisée. Il faut remarquer que cette dernière clause qui avait joui d'une très grande vogue disparaît peu à peu pour faire place au principe de la réciprocité. Nous verrons plus loin quelle est la raison de ce changement. L'effet des droits de douane sur les importations est relativement simple, si l'on ne tient pas compte des incidences : le prix de la marchandise est augmenté du montant du droit.

Le nom de droits protecteurs qui leur est souvent donné montre bien le caractère des droits de douane : il s'agit de protéger les produits nationaux. L'effet des droits sur l'importation d'une marchandise étrangère donnée varie suivant le montant du droit et suivant que la marchandise étrangère peut ou non être produite à l'intérieur du pays ou remplacée par un produit national. Dans le cas où la marchandise étrangère ne peut être ni produite, ni remplacée à l'intérieur du pays, il est bien

évident que le montant du droit s'ajoutera au prix auquel le vendeur se détermine à la céder ; le seul effet sera peut-être de diminuer la consommation et éventuellement de favoriser les produits qui sans être des produits de remplacement peuvent tenir la place du produit étranger. Exemple : l'importation du pétrole en France. Il faut ajouter que si le droit est excessivement élevé on aboutit à une véritable prohibition d'importation dès que le produit n'est pas tout à fait indispensable à la vie. Dans le cas où le marché intérieur fournit un produit analogue le taux du droit intervient : 1°) le prix sur le marché mondial de la marchandise envisagée augmenté du droit dépasse le prix du produit national et bien entendu la production nationale peut couvrir les besoins du pays (si elle ne les couvre pas, on se retrouve partiellement dans le cas envisagé plus haut, où le pays ne produit pas cette marchandise) ; le droit aboutit à une prohibition d'importation et dans ce cas le résultat final est d'amener le pays intéressé à se passer de l'étranger ; exemple : le sucre en France. 2°) le prix de la marchandise augmenté du droit ne dépasse pas le prix du produit national : la marchandise étrangère vient en concurrence avec le produit national et l'élimine en partie ; si même le prix du produit national ne baisse pas, l'écoulement de ce dernier ne se fera que difficilement ; exemple : l'importation du charbon en France.

Les remarques qui précèdent constituent un schéma incomplet et très rudimentaire de l'action des droits sur l'importation des produits étrangers. Ce schéma ne tient compte ni des traitements différents qui peuvent être appliqués à chaque pays, ni de l'action qu'exercent les uns sur les autres les prix nationaux et les prix mondiaux, ni de la formation des courants commerciaux. Il permet cependant de constater que les droits de douane

peuvent dans certains cas amener un pays à se passer de l'étranger. Les différents systèmes de tarification adoptés permettent de laisser une certaine souplesse à leur mécanisme, mais leur effet général ne varie pas.

Il a été créé récemment une sorte de droits de douane qui présente un caractère particulier. Elle vise en effet certains pays en raison de la dépréciation de leurs monnaies. C'est la surtaxe compensatrice de l'écart des changes. Nous examinerons plus loin les rapports de l'indépendance économique et de différents procédés monétaires ; il pourrait sembler logique de n'étudier qu'ensuite cette surtaxe qui est destinée à combattre les effets de ces procédés monétaires ; mais nous avons pensé qu'il convenait de la considérer comme une sorte d'annexe aux droits de douane.

La surtaxe compensatrice des changes a été créée par décret du 1^{er} Août 1931 en application de l'article 17 de la codification des textes législatifs concernant les douanes (Décret du 28 Décembre 1926). L'article 17 indique en effet dans son § 4 que « Le gouvernement peut par décret rendu en conseil des ministres...

« Etablir sur les marchandises taxées ou non qui
« bénéficient dans leur pays d'origine ou de provenance
« d'une prime directe ou indirecte à l'exportation, un
« droit compensateur égal au montant de la dite prime ». Le décret du 1^{er} Août 1931 stipule que :

« Art. 1^{er}. — Lorsque la prime indirecte visée à l'article
« 17, paragraphe 4 des lois de douane codifiées, résultera
« de la dépréciation de la monnaie par rapport à son
« prix légal, les surtaxes qui pourront être établies de-
« vront être calculées de manière à en compenser les
« effets sur les prix de revient des articles étrangers.

« Art. 2. — Toutefois pour les pays avec lesquels la
« France a signé des accords commerciaux, les surtaxes

« susvisées ne pourront que rétablir la situation relative
« des prix en France et dans les pays intéressés tels
« qu'ils existaient à la signature desdits accords ».

Le rapport qui précède le décret du 12 Novembre 1931, qui institue diverses surtaxes de change, s'exprime ainsi :

« La dévalorisation qui a atteint les devises monétaires de certains pays a imposé l'obligation de prévoir l'application de surtaxes compensatrices de l'écart des changes afin de préserver notre marché de l'afflux des importations provenant de ces pays En d'autres termes les surtaxes dont il s'agit n'ont pas pour objet d'accroître par un moyen détourné la protection douanière établie par le Parlement. Elles ne visent qu'à compenser exactement la diminution des prix qui est provoquée par la dévalorisation du change de certains pays étrangers. Elles tendent donc à rétablir strictement l'équilibre douanier tel qu'il existait avant que la dépréciation des monnaies étrangères l'ait rompu au détriment de notre production ».

Ainsi le principe de cette surtaxe est de compenser l'avantage qui résulte pour les industries exportatrices de certains pays étrangers de la dévalorisation de leurs monnaies. En conséquence, elle ne vise que certains pays nominalement désignés : Australie, Danemark, Grande-Bretagne, Indes anglaises et Etats indigènes assimilés, Irlande, Mexique, Norvège, République Argentine, Uruguay. Cette liste a été plusieurs fois modifiée, ainsi que les taux appliqués à chaque pays. Nous verrons plus loin quelle est l'influence de certains moyens monétaires sur les exportations. Notons dès à présent que la surtaxe de change apparaît comme une réaction de défense. Le décret du 9 Décembre 1931 a changé le principe du calcul de la surtaxe. D'après l'article 2 les surtaxes

« seront établies en comparant l'écart existant entre
« les prix actuels dans des pays au moment où s'est
« produite la dépréciation de la monnaie nationale. »
D'après l'art. 3 : « Pour les pays avec lesquels la France
« a signé des accords commerciaux, il ne sera tenu
« compte de la dépréciation de leur monnaie que dans
« la mesure où celle-ci se sera produite depuis la con-
« clusion du dernier accord de la France avec ces pays ».

Par l'application de la surtaxe de change on cherche donc à supprimer sur le marché intérieur le tort causé aux producteurs français par le maintien du coût de la vie à un niveau élevé, l'abaissement du coût de la vie étant obtenu dans les pays étrangers par l'abandon de l'étalon or, dans la mesure où les prix ne montent pas à la suite de cet abandon ; on considère donc que la baisse des prix due à l'abandon de l'étalon or constitue pour les producteurs étrangers un avantage contre lequel on veut se protéger, en même temps que les prix or les salaires or diminuant en cas d'abandon de l'étalon or ; ils ne remontent que si les prix remontent ; le « prix de vente » du travail est donc diminué. Ce caractère de la surtaxe de change est très intéressant parce que c'est par là qu'elle se rapproche des mesures qui ont été envisagées un peu partout pour frapper les produits provenant d'Etats où les entreprises bénéficient d'avantages permanents et où notamment les conditions de travail ne sont pas les mêmes que dans le pays envisagé. Des conditions de travail inférieures permettent en effet de produire à meilleur compte ; si une marchandise identique est produite dans deux pays où les conditions de travail sont différentes et si la libre concurrence joue entre les produits des deux pays l'on aboutira à l'un des résultats suivants : ou les entreprises des pays où les conditions de travail sont supérieures ne trouveront pas

de débouchés et elles disparaîtront, ou les conditions de travail seront ramenées au niveau le plus bas ; par conséquent si, l'Etat désire maintenir le niveau de vie des travailleurs, il sera amené à protéger le marché intérieur afin d'assurer l'écoulement d'au moins une partie de la production nationale. Nous reviendrons plus loin sur cette question ; nous tenons cependant à indiquer tout de suite que, à notre avis, l'argument du maintien des conditions de travail et du niveau de vie est le meilleur que l'on puisse fournir en faveur de l'indépendance économique.

Parmi les mesures douanières, il nous en reste deux à examiner, qui constituent des moyens plus énergiques pour réserver le marché national aux produits nationaux, ce sont les prohibitions et les contingentements.

Les prohibitions sont de deux sortes : directes et indirectes. Les prohibitions directes consistent à décréter qu'il est interdit d'importer telle ou telle marchandise de tel ou tel pays. Les prohibitions d'importation ont été autrefois fréquemment employées ; elles ont presque disparu en France sauf pour des raisons fiscales (cartes à jouer) ou pénales (contrefaçons) ; il n'a pas été établi de nouvelles prohibitions mais le système des contingents revient à interdire l'importation d'un produit pour lequel les contingents sont épuisés.

Une interdiction d'importation bien connue actuellement n'est pas une interdiction en ce sens qu'il n'est pas interdit d'importer le produit envisagé ; il s'agit du blé. D'après la loi du 1^{er} Décembre 1929, article 1^{er} « un décret « rendu sur la proposition du ministre de l'Agriculture « pourra fixer le pourcentage minimum des blés indigènes que les meuniers devront obligatoirement mettre « en œuvre pour la fabrication de leurs farines qui pourront seules être employées en panification et autres

« usages alimentaires ». Le blé n'a guère en France d'autres usages que les usages alimentaires. Or le décret du 25 Mars 1933 a fixé le pourcentage de blés indigènes à mettre en œuvre pour la fabrication des farines à cent pour cent. En conséquence le pourcentage autorisé des blés dits exotiques est ramené à zéro. Il devient donc inutile d'importer du blé dont on ne peut se servir.

Les prohibitions indirectes sont très en faveur actuellement ; depuis déjà quelques dizaines d'années la discrimination des tarifs douaniers en fournit un exemple ; l'interdiction d'entrer du bétail sous prétexte d'épizootie est depuis longtemps une pratique courante. Mais c'est depuis quelques années que l'interdiction indirecte s'est fortement développée, surtout pour les produits agricoles ; on peut dire que les gouvernements se sont livrés à de véritables combats au sujet du doryphora ou du pou de San-José ; nous ne voulons pas dire que les mesures prises pour empêcher l'introduction de produits porteurs de ces maladies étaient injustifiées, mais nous croyons pouvoir affirmer qu'elles ont été volontairement exagérées ; la meilleure preuve en est que dans bien des cas on se contente maintenant de pièces certifiant que les marchandises importées sont indemnes, alors que par exemple, à une certaine époque des cargaisons entières de pommes étaient vérifiées et que les pommes pourrissaient dans les barils pendant cette vérification. Il est vrai que maintenant les pommes sont contingentées. Un autre moyen d'empêcher l'entrée d'une marchandise consiste à exiger l'apposition de la marque d'origine à une place telle que la marchandise en soit fortement dépréciée.

Les contingents ont fait leur apparition dans la politique économique française avec le décret du 27 Août 1931, pris en application de l'art. 17 de la codification des

lois douanières. Le rapport qui précède ce décret expose que l'importation des engrais azotés et de la houille a déjà été soumise à la délivrance d'autorisations ; le décret décide de limiter l'importation des bois et des vins aux quantités fixées par arrêté interministériel. Le premier motif qui a été donné de l'établissement des contingents a été l'augmentation constante des importations et le déficit croissant de la balance commerciale. Des contingents ont depuis été fixés pour un grand nombre de produits. Un autre motif de l'établissement des contingents a été le contrôle des devises institué dans certains pays ; le décret du 3 Décembre 1931 indique que les importations en provenance de ces pays seront soumises en tout ou en partie à la délivrance d'autorisations. La répartition des contingents se fait par délivrance de licences ; l'organisme chargé de cette délivrance peut être national ou étranger ; le régime des licences peut d'ailleurs exister indépendamment des contingents. Les licences ont été la cause de nombreuses protestations, leur délivrance et leur cession ayant donné lieu à des trafics plus ou moins réguliers. Depuis un certain temps la remise de la licence peut être soumise au paiement d'une taxe ; cette taxe constitue en réalité un véritable droit de douane additionnel qui renforce la protection.

Enfin nous devons signaler une mesure qui se rapproche des contingents parce qu'elle constitue également une tentative de réduire l'effet désastreux pour la production nationale des dispositions que prennent les gouvernements étrangers. L'arrêté du 15 Février 1932 indique en effet que parmi les conditions prévues par le décret du 3 Décembre 1931 pour permettre les importations en provenance de certains pays peut figurer, pour l'importateur français, l'obligation de payer les mar-

chandises par l'intermédiaire d'un office de compensation et dans la monnaie du vendeur. Cette obligation ne peut être accomplie que dans le cadre d'un accord conclu entre les deux pays intéressés ; nous verrons plus loin comment.

Le double but des prohibitions et des contingents est 1°) de réserver le marché intérieur à la production nationale, 2°) de diminuer le déficit de la balance commerciale. Le premier point a pour objet de protéger l'industrie et le travail nationaux et de mettre le pays à même de se passer de l'étranger ; car normalement, si l'équilibre de la balance commerciale est établi des débouchés sont assurés aux industries nationales en contre partie des importations ; s'il y a rupture d'équilibre, celle-ci ne peut durer longtemps les produits s'échangeant contre les produits, et l'équilibre se rétablira de lui-même. Il ne serait donc pas nécessaire de protéger le marché intérieur ; du moment qu'on établit une protection spéciale en prohibant directement ou indirectement l'entrée de grandes quantités de marchandises étrangères, c'est que l'on estime préférable de tirer ces marchandises du sol national. Il apparaît donc que les prohibitions et les contingentements présentent un caractère autarchique marqué.

Nous avons examiné jusqu'ici certaines mesures prises par les gouvernements en vue d'obtenir la diminution des importations. Un autre groupe très important comprend les mesures qui favorisent directement ou indirectement les exportations. Ces mesures en elles-mêmes, ne contribuent évidemment pas à réaliser l'indépendance économique, mais elles donnent satisfaction au désir d'expansion qui non seulement subsiste à côté de l'idée d'indépendance économique, mais encore en fait souvent partie. Ces mesures sont également intéres-

santes à étudier parce qu'elles favorisent le développement de l'idée d'indépendance économique, non sans doute dans le pays où elles sont appliquées, mais dans les pays étrangers où elles exercent leur action ; en effet c'est souvent comme réaction contre de trop fortes importations que cette idée apparaît dans certains pays ; et son développement est psychologiquement aidé par le fait que les encouragements donnés à l'exportation sont considérés comme une sorte de concurrence déloyale.

Les principales de ces mesures qui tendent à augmenter les exportations sont les primes à l'exportation, le dumping et enfin les moyens monétaires.

Les primes à l'exportation sont considérées le plus souvent comme un moyen de venir en aide aux producteurs nationaux, en leur permettant de vendre sans perte sur le marché mondial ; généralement le marché intérieur est déjà très fortement protégé, mais il s'agit d'écouler un excédent de production. Un exemple célèbre de primes à l'exportation est celui des primes à l'exportation des sucres. Elles ont eu pour origine le remboursement de la taxe de consommation perçue au XIX^e siècle sur les betteraves sucrières dans presque tous les pays où existait cette culture. Cette taxe était perçue sur la base d'un pourcentage supposé et les remises excédaient généralement le montant de la taxe ; ce remboursement de taxe jouait donc le rôle d'une prime indirecte à l'exportation. Des primes directes à l'exportation furent créées dans différents pays à la fin du XIX^e siècle (Autriche 1888, Allemagne 1891, France 1897). Les pays (Angleterre, Etats-Unis) dont le marché était inondé de sucres à bas prix prirent des mesures protectrices. En vue de mettre fin à cette guerre économique, une conférence internationale sur le régime des sucres se réunit à Bruxelles et le 5 Mars 1902 fut signée une con-

vention relative au régime des sucres qui abrogeait toutes les formes directes et indirectes de subsides à la production et à l'exportation des sucres.

Le raisonnement qui est fait actuellement par ceux qui réclament une prime à l'exportation de certains produits est le suivant : si d'une façon ou d'une autre une subvention n'est pas accordée à cette industrie qui souffre de la mévente et dont les prix de revient sont supérieurs aux prix mondiaux, elle disparaîtra et 1°) les ouvriers (agricoles ou industriels) seront réduits au chômage ; 2°) l'Etat sera obligé de secourir les chômeurs et le montant des secours dépassera sans doute celui de la subvention qui eût été nécessaire ; 3°) la région intéressée sera ruinée ; 4°) en cas de besoin ce produit manquera à l'économie nationale ; il est donc préférable d'accorder une subvention mais, comme le marché national n'est pas capable d'absorber la production il faut l'écouler sur le marché mondial pour éviter d'avoir à en détruire une partie, le montant des ventes complétant l'effet de la subvention ; une partie de cette subvention sera versée sous la forme d'une prime à l'exportation, ce qui ramènera le prix de la marchandise envisagée au prix mondial (il va de soi que les prix mondiaux sont inférieurs aux prix intérieurs) ; on estime que dans ces conditions le produit national pourra supporter la concurrence des produits étrangers et que l'écoulement en sera assuré.

Ce raisonnement ne tient évidemment pas compte des réactions que provoquent les primes à l'exportation ainsi que d'ailleurs tout ce que l'on appelle le dumping.

Ce mot « dumping » a d'abord désigné le fait pour des industries groupées en trusts ou en cartels de vendre moins cher à l'étranger qu'à l'intérieur du pays, afin de s'assurer des marchés. Le dumping peut aussi être

gouvernemental et être réalisé par diverses mesures de soutien, notamment, comme nous venons de le voir, par des primes à l'exportation. Le dumping est considéré à l'étranger comme une pratique déloyale qui disloque le marché d'un pays en l'inondant de marchandises à vil prix. On estime que ces ventes au rabais empêchent les industries nationales de vendre leurs produits, les ruinent et provoquent du chômage. Le dumping est donc dénoncé comme néfaste et tous les moyens qui aboutissent à faire vendre dans un pays étranger fortement au dessous des prix de ce pays sont considérés comme des menaces (alors même qu'en réalité le pays exportateur peut réaliser des bénéfices en vendant à bon marché). Et c'est en réaction contre ces menaces que l'on prend des mesures autarchiques.

Il nous faut signaler également que les primes ne sont pas les seuls moyens de soutenir une industrie. Il y a des moyens indirects, qui, par opposition aux moyens monétaires que nous étudierons plus loin et qui agissent sur toutes les branches de l'activité, pourraient être qualifiés de moyens spécialisés. On peut citer : 1) les prêts et crédits consentis par l'Etat ou la garantie que celui-ci accorde aux banques, 2) l'exonération des droits de douane à l'importation sur les machines et le matériel, l'exonération et la réduction des droits relatifs aux marchandises exportées, 3) la réduction des frais de transport, celle-ci pouvant ou non ne concerner que les exportations, 4) la garantie de l'intérêt des capitaux engagés, 5) l'exclusion des industries étrangères ou la préférence accordée aux industries nationales en matière de fournitures à faire à l'Etat, 6) l'aide apportée par l'Etat pour la fixation et la stabilisation des prix.

En ce qui concerne le dumping on a récemment pris l'habitude de désigner sous ce nom toutes les ventes à

l'exportation faites à bas prix et résultant soit de conditions de travail à bon marché, soit d'avantages divers et notamment d'avantages monétaires. C'est ainsi que l'on entend parler du dumping japonais, du dumping allemand et du dumping des monnaies bloquées.

Les moyens monétaires qui favorisent les exportations sont assez nombreux ; leur étude complète serait très longue et très délicate ; aussi devons-nous nous contenter d'examiner rapidement les principaux de ces moyens. Il y a tout d'abord la dévaluation pure et simple des monnaies, puis l'embargo sur l'or, enfin le blocage des monnaies qui est généralement accompagné du contrôle des devises.

Les effets de la dévaluation de la monnaie sur le commerce extérieur sont assez complexes. Comme les effets des autres mesures monétaires peuvent être ramenés à ceux de la dévaluation de la monnaie il nous paraît utile d'examiner ceux-ci brièvement. Si nous devons envisager tous les cas possibles cet examen serait très long et très compliqué et sortirait du cadre de cette étude.

Pour simplifier nous nous placerons dans un cas nettement déterminé et nous limiterons l'intervalle dans lequel varient les données du problème. Ce qui se passerait dans d'autres conditions peut d'ailleurs à notre avis être déduit du résultat obtenu en partant de ces hypothèses. Nous supposerons 1°) qu'un pays dévalue brusquement sa monnaie d'un pourcentage donné ; 2°) que le prix nominal de la vie dans ce pays n'augmente pas dans l'intervalle de temps considéré ou bien que s'il augmente son augmentation est inférieure à la dévaluation de la monnaie, soit parce que les prix mondiaux baissent, soit pour toute autre raison, notamment par suite d'une action gouvernementale ; 3°) que le montant

nominal des salaires et des charges des entreprises productives est au moins pour une part proportionnel au niveau des prix ; 4°) que le prix-or des produits dans le pays étranger envisagé comme marché et comme fournisseur ne subit pas de variations sensibles ; 5°) que ce pays étranger ne prend aucune mesure protectrice nouvelle. Cette série d'hypothèses peut sembler absolument artificielle ; c'est cependant celle qui est souvent envisagée par les partisans de la dévaluation monétaire lorsqu'ils se placent au point de vue du commerce extérieur. Que va-t-il se passer ? Tout d'abord en ce qui concerne les importations, le prix nominal des marchandises importées va être augmenté ; si N est le pourcentage de dévaluation et que l'on attribue la valeur 100 au prix d'une marchandise étrangère quelconque (ou à un indice des prix dans la mesure où il est possible de calculer un indice des marchandises importées), le nouveau prix (ou toutes choses égales d'ailleurs, le nouvel indice) sera $\frac{10.000}{100-N}$;

tout se passera comme si un droit de douane avait frappé les marchandises étrangères ; on peut dire que dans l'ensemble les importations diminueront en quantité et en valeur.

L'effet de la dévaluation sur les exportations sera inverse : le prix de revient-or des marchandises diminuera et il sera possible de les vendre à meilleur compte sur les marchés étrangers ; dans l'ensemble les exportations augmenteront en quantité à condition qu'il ne s'agisse pas de produits dont le marché est saturé ; la valeur nominale des exportations augmentera également ; leur montant exprimé en une monnaie fixe augmentera-t-il ? Il n'est pas possible d'en être certain ; une augmentation paraît probable ; en effet, si les prix de vente avaient été maintenus, le montant des exportations serait

resté le même ; en supposant qu'aucune modification ne se soit produite ni dans la production et les prix mondiaux, ni dans le coût des transports, ni dans le montant des droits frappant les marchandises du pays envisagé, on peut considérer que l'accroissement de la demande provoqué par la baisse des prix sera suffisant pour compenser celle-ci, du moins en partie. Mais toute la question est là : la compensation sera-t-elle suffisante et la demande de produits venant du pays dévaluateur augmentera-t-elle ? Elle n'augmentera : 1°) que s'il ne s'agit pas de besoins saturés ; 2°) que si les nouveaux prix or de ces produits sont au-dessous des cours pratiqués dans les pays acheteurs. Et il est très possible que cette dernière condition ne se réalise pas, pour peu que les prix de revient des industries exportatrices soient élevés et que la dévaluation ne soit pas très forte. Mais si la dévaluation est forte, il se produira une tension qui tendra à supprimer tout au moins partiellement les effets de cette dévaluation en ce qui concerne les salaires et les prix de revient nominaux.

Si l'on se place dans d'autres conditions que celles que nous avons indiquées plus haut, les résultats de la dévaluation sont le plus souvent modifiés dans un sens qui diminue l'effet qu'elle a sur les exportations ; l'effet sur les importations reste à peu près constant : le prix des marchandises étrangères augmente. En fait, quoique la diminution des importations et l'accroissement des exportations figurent souvent parmi les motifs de la dévaluation, ce ne sont pas des motifs qui la justifient d'une façon décisive ; nous venons de voir qu'en ce qui concerne les exportations, l'effet de la dévaluation n'est pas du tout certain ; il y a d'autres motifs, tels que la réduction des dettes de l'Etat ou des particuliers, qui sont plus importants. La dévaluation n'est d'ailleurs pas toujours volon-

taire et alors même qu'elle est faite volontairement, elle a le plus souvent des causes politiques ; nous envisageons surtout ici la dévaluation comme instrument de l'économie dirigée.

Deux autres moyens monétaires employés pour agir sur le commerce extérieur sont l'embargo sur l'or et le blocage des monnaies.

Il nous paraît inutile de consacrer un long développement aux effets sur le commerce extérieur de l'embargo sur l'or ; celui-ci peut être considéré soit comme une mesure accessoire, soit comme une mesure préliminaire à une dévaluation monétaire ou à un blocage des monnaies ; il agit sur les importations parce que le vendeur craint de ne pas être payé. Un des effets les plus fréquents de l'embargo sur l'or est d'ailleurs la dévaluation de la monnaie ; cette dévaluation ne résulte pas d'un acte du gouvernement décidant que la monnaie ne vaudra plus que tel poids d'or ou qu'il faudra tant de monnaie pour acheter un poids d'or déterminé, mais du fait que le cours du change n'est plus limité par le gold point de sortie ; si les circonstances s'y prêtent, la monnaie devient erratique ; il y a donc une véritable dévaluation.

Il est intéressant de rapprocher les mesures récentes d'embargo sur l'or avec l'interdiction d'exporter les métaux précieux qui a existé dans divers pays (France, Prusse) au ^{xvi}^e et au ^{xvii}^e siècles et d'une manière plus générale avec les conceptions métallistes.

Sans doute ce n'est pas parce que les métaux précieux sont considérés comme la richesse par excellence que certains pays cherchent : 1°) à retenir la quantité d'or qui se trouve en leur possession ; 2°) à augmenter cette quantité en ayant une balance du commerce favorable et en demandant la redistribution de l'or ; les raisons de

la politique de l'or sont plutôt des raisons monétaires ; nous pensons cependant qu'il serait difficile d'affirmer que l'idée de la prééminence des métaux précieux a complètement disparu et qu'elle n'inspire pas, peut-être de très loin, les polémiques que fait naître la question de l'or.

Le blocage des monnaies est une mesure qui a pris une très grande importance. Elle a été adoptée dans de très nombreux pays. En principe elle consiste à déclarer qu'une certaine catégorie de créances étrangères, libellées en monnaie nationale ou en devises, ne sera pas remboursable ou ne pourra être utilisée que dans certaines conditions. Bien entendu, à moins de décisions spéciales, il ne s'agit pas de décharger le débiteur de sa dette ; il s'agit d'empêcher le créancier étranger de recevoir des devises ou de la monnaie nationale pouvant faire l'objet d'un transfert. Accessoirement, il est interdit d'utiliser certaines espèces de monnaie pour acheter ce qui n'est pas destiné à être exporté, cela afin d'empêcher les étrangers de s'emparer à des prix considérés comme très bas des instruments de production nationaux. Le blocage des monnaies est devenu une mesure très compliquée ; l'exemple le plus marquant est fourni par l'Allemagne et il nous paraît intéressant d'examiner ce que ce pays a fait à cet égard. Il ne saurait être question d'étudier dans cette thèse les procédés monétaires allemands dans leur détail ; il nous paraît cependant nécessaire d'en faire un résumé rapide.

Depuis la crise bancaire de 1931, l'Allemagne a pris certaines mesures qui ont eu pour effet de réduire ses dettes et de favoriser son commerce extérieur ; elle n'a pas aboli formellement les droits de ses créanciers étrangers, mais les marks qui sont dus à ces créanciers ont été affectés par diverses mesures qui les ont plus ou moins

immobilisés. Il y a eu ainsi création de nombreuses espèces de marks bloqués. Ces espèces sont actuellement au nombre de six.

a) les altguthaben marks afférents aux avoirs étrangers antérieurs au seize juillet 1931 ;

b) les effektensperrmarks, qui représentent le capital des titres vendus par les étrangers ou le revenu des titres appartenant à des étrangers ; leur création date du onze novembre 1931 ;

c) les kreditsperrmarks, bloqués depuis le trois avril 1931 ou le dix-neuf février 1932, qui proviennent de la vente d'immeubles ou du remboursement des créances ;

d) les notensperrmarks, bloqués depuis le dix-neuf février 1932, qui proviennent des billets de banque ;

e) les registermarks, ceux-ci proviennent des montants dus aux banques étrangères, montants qui ont fait l'objet tout d'abord en août 1931 d'un accord connu sous le nom d'accord de standstill et ensuite de l'accord du dix-sept février 1933 ;

f) les konversionsmarks, qui datent de la loi du neuf juin 1933 sur le moratoire des transferts.

L'emploi de ces différentes catégories de marks est sévèrement réglementé ; il est réservé notamment aux acheteurs étrangers de marchandises allemandes et aux touristes. Il y a ainsi un dumping à l'exportation : en effet, d'une part les créanciers étrangers qui désirent être remboursés sont obligés d'acheter ou de faire acheter des produits allemands, d'autre part le prix de ces produits est diminué de la perte que doit subir le créancier étranger.

En ce qui concerne les importations, le blocage des monnaies or a pour effet de faire hésiter le vendeur étranger à livrer dans un pays où il sera peut-être payé

en monnaie bloquée ; le vendeur sera donc conduit à élever ses prix.

Par la création des diverses catégories de marks, l'Allemagne a en quelque sorte décomposé la notion de monnaie : elle a d'un côté sa monnaie officielle qu'elle n'a pas dévalorisée jusqu'ici (1) et d'un autre côté toute une série de monnaies dont la valeur est pratiquement inférieure à la valeur de la monnaie libre.

De nombreux pays : Autriche, Yougoslavie, Bulgarie, etc... ont mis en pratique ce système de l'existence simultanée de plusieurs monnaies ayant des prix et des emplois différents. Ce système a, entre autres raisons, été adopté parce qu'il favorise les exportations en ce sens qu'il oblige en quelque sorte les étrangers à acheter comme nous l'avons vu pour l'Allemagne ; il restreint les importations parce qu'il fait craindre aux vendeurs de ne pas être payés.

Ce système rejoint celui de la dévaluation de la monnaie ; tous deux ont pour base d'une part la force des circonstances, et d'autre part le principe que l'organisation monétaire doit servir les intérêts de l'économie nationale, protéger les produits nationaux en aidant à la restriction des importations et favoriser les exportations.

Les mesures que nous avons examinées jusqu'ici sont des mesures réglementaires ; il y a un moyen de réduire les importations qui n'a à sa base ni loi ni décret, nous voulons parler de la propagande en faveur des produits nationaux. Cette idée de propagande n'est pas nouvelle, mais elle a pris une grande force. Quels sont les caractères de cette propagande ?

Les campagnes faites en faveur des produits nationaux

(1) Mars 1934.

peuvent être gouvernementales ou privées. En fait, on rencontre presque toujours une collaboration du gouvernement avec des organismes privés semi-officiels. Ces campagnes consistent à persuader par différents moyens les nationaux de n'acheter que des produits nationaux. Par produits nationaux on entend soit ceux qui proviennent du territoire même d'un Etat, soit ceux qui proviennent de l'ensemble formé par ce territoire et les colonies, protectorats ou dominions qui en dépendent. Il est à remarquer que lorsqu'un appel est fait en faveur d'un empire, c'est qu'il n'y a pas concurrence entre la métropole et ses dépendances.

Les arguments employés sont assez nombreux. Le principal est actuellement la lutte contre le chômage : en achetant telle quantité de tel produit national (ou en ayant recours à tel service accompli par des nationaux) vous donnez du travail à tant de vos compatriotes. Donner du travail à ses compatriotes équivaut à : 1°) se donner du travail à soi-même ; 2°) diminuer les charges sociales de l'Etat ; 3°) augmenter les forces de la nation. En effet, les salaires que vos achats permettront de payer resteront dans le pays au lieu d'en sortir et contribueront au maintien de l'activité générale ; une partie vous en reviendra sous une forme ou sous une autre, car ceux qui bénéficieront de ces salaires auront à leur tour besoin de ce que vous pouvez fournir soit comme marchandise, soit comme travail, soit comme service. Les charges sociales seront diminuées du fait que l'Etat n'aura plus à verser de secours aux chômeurs ; il profitera au contraire de la recrudescence de l'activité générale qui entraînera une augmentation des rentrées d'impôt. Enfin, des hommes désœuvrés seront transformés en citoyens actifs, ce qui est également un avantage pour le pays. Cet argument de lutte contre le chômage a été très

fortement utilisé ; on a peint le contraste entre le travail à plein rendement des usines étrangères et les cheminées éteintes des usines nationales ; on a montré les chômeurs regardant décharger les navires remplis de marchandises ; on a insisté sur la misère matérielle et morale des sans travail. D'autres arguments ont été employés pour préconiser l'achat des produits nationaux. Le premier a été de faire appel au patriotisme, sans donner aucune explication : achetez anglais, français, hollandais, etc... ; on également mis en avant la nécessité de soutenir par solidarité les industries menacées de disparaître par suite de la concurrence étrangère. Il est à remarquer que presque dans chaque pays les marchandises nationales sont présentées comme étant aussi bonnes que les autres et souvent comme les meilleures du monde. Des considérations de défense nationale ont également été mises en avant. Enfin, la nécessité de ne pas dépendre de l'étranger a été invoquée ; si vous achetez à l'étranger, celui-ci est libre d'arrêter ses ventes le jour où il le jugera utile, lorsqu'il sera votre adversaire ou qu'un de vos adversaires sera prêt à lui payer plus cher que vous ce qu'il vend. Vos concitoyens ou les membres de l'empire dont vous faites partie ont les mêmes intérêts généraux que vous, les étrangers ont des intérêts différents ; il faut que votre pays soit à même de se passer d'eux.

Les moyens employés pour soutenir cette propagande sont très nombreux, on peut les diviser en deux catégories : les moyens d'ordre général et les moyens d'ordre purement publicitaire ; il n'y a pas bien entendu de démarcation nette entre ces deux catégories ; certains moyens rentrent dans l'une et l'autre. Les moyens d'ordre général sont tout d'abord les livres, études et articles publiés en faveur de la production nationale ; ensuite les discours officiels qui, appuyés par l'influence

des groupements politiques, s'adressent à la nation entière. La publicité a été largement mise à contribution pour ces campagnes de propagande, tracts, imprimés, affiches ont été utilisés, ainsi que des formules brèves tout à fait semblables aux « slogans » publicitaires et qui ont pratiquement été traduites dans toutes les langues : Buy British, Achetez français, etc... L'effort porte quelquefois spécialement sur certains produits qui ont à faire face à une forte concurrence étrangère : Buvez des vins du Cap (Angleterre). Ces campagnes publicitaires présentent un caractère en quelque sorte sentimental. On fait appel plus aux sentiments qu'aux intérêts. Sans parler de la question de l'aide aux chômeurs, il est à remarquer que l'on dit surtout : achetez national, c'est votre devoir de citoyen ; ce n'est qu'ensuite qu'on ajoute, c'est d'ailleurs également votre intérêt.

Ces campagnes publicitaires ont une grande importance pour l'étude de l'idée d'indépendance économique. Cette préférence que les citoyens d'un Etat ont le devoir d'accorder aux produits nationaux est la traduction dans le domaine des faits de la conception : nous ne voulons pas acheter à l'étranger, nous prétendons vivre sur nous-mêmes.

Les mesures que nous avons examinées jusqu'à présent ont pour but soit de restreindre les importations, soit d'augmenter les exportations et souvent de rendre bénéficiaire la balance du commerce. Nous allons passer à l'examen des mesures plus générales qui dirigent plus ou moins tout le commerce extérieur.

Ce n'est pas sans hésitation que des mesures restrictives sont prises par un gouvernement. En fait, la plupart des pays craignent le contre-coup que pourraient produire ces mesures sur leurs exportations. Aussi cherchent-ils à conclure des accords avec les pays étrangers.

Depuis longtemps déjà des accords commerciaux sont conclus entre différents Etats. Mais ces accords visaient plus à créer un régime d'égalité de commerce qu'à stipuler des avantages réciproques nettement définis. Sans doute la notion de balance commerciale intervenait déjà ; elle ne jouait pas un rôle prépondérant. L'idéal était de consentir des avantages à peu près équivalents à chacun des pays qui adoptaient une attitude à peu près semblable. La politique française était assez nette ; elle cherchait à obtenir le meilleur tarif possible en accordant celui-ci. On considérait qu'un minimum de protection devait être accordé à l'industrie nationale, mais que la clause de la nation la plus favorisée constituait la base normale des traités de commerce. Peu à peu la clause de la nation la plus favorisée se trouve écartée et remplacée par l'application du principe de réciprocité. Chaque pays consent en quelque sorte à autoriser un pays étranger à lui vendre un certain montant de marchandises, mais à condition que ce pays procède à des achats à peu près équivalents. Il est rare que les clauses du traité comportent l'obligation réciproque d'achat ; il s'agit dans ce dernier cas d'un genre particulier de traités ; mais les traités sont signés avec l'intention que les prix pratiqués dans les deux pays, compte tenu des droits de douane, permettent un courant normal d'échanges. On ne veut plus courir le risque que les avantages consentis aux industries exportatrices d'un pays étranger restent sans contre-partie, parce que ce pays trouvera ailleurs à meilleur compte des produits auxquels il a accordé les mêmes avantages qu'aux produits du pays intéressé.

Il nous faut signaler qu'un certain genre d'accord a pris un grand développement depuis quelques années.

Il s'agit des accords conclus à la suite des mesures monétaires prises par différents Etats.

Nous avons déjà vu plus haut que l'arrêté du 15 décembre 1932 stipule que l'importateur français de produits en provenance de pays ayant établi un contrôle des devises préjudiciables aux créanciers français peut être obligé de payer les marchandises par l'intermédiaire d'un Office de compensation et dans la monnaie du vendeur.

Ce mécanisme ne peut naturellement fonctionner que si l'importateur français règle sa dette en francs auprès de l'Office, celui-ci devant se procurer les devises pour payer le créancier étranger. L'Office dispose ainsi d'avoirs en francs et peut débloquer à due concurrence les montants que doivent recevoir des créanciers français pour les importations du pays envisagé ; le créancier français dispose en effet de devises bloquées et il désire obtenir des francs.

Mais il est nécessaire que la législation du pays étranger ne s'oppose pas au transfert des devises bloquées du compte du créancier français à celui de l'Office et ensuite à celui de l'importateur et qu'elle n'oblige pas les exportateurs à remettre à l'Etat ou à une institution désignée par lui toutes leurs créances sur l'étranger.

La première convention de compensation signée par la France est la convention franco-hongroise du 4 mars 1932 qui a d'ailleurs servi de type aux conventions ultérieures conclues avec l'Autriche, la Lettonie, l'Estonie, la Grèce, la Yougoslavie, le Chili, la Bulgarie, la Turquie, l'Equateur. Le principe de cette convention est de répartir comme suit les montants en francs reçus des importateurs français :

A l'Etat hongrois en compte libre.....	15 %
Aux créances postérieures à la convention..	29,75 %

Aux créances antérieures à la convention... 55,25 %
(avoirs bloqués).

Un certain montant en devises est mis à la libre disposition du pays exportateur. Il n'y a donc pas compensation complète.

Cependant il est certain que l'institution des Offices de compensation amènerait à réaliser peu à peu l'égalité entre les importations et les exportations. Si elle était étendue à tous les pays la balance commerciale ne serait ni débitrice ni créditrice.

C'est de cette façon que l'autarchie est envisagée en Allemagne ; les auteurs allemands reconnaissent assez facilement que l'Allemagne ne peut vivre sur elle-même ; elle devrait exporter pour pouvoir importer.

Signalons enfin qu'une proposition de résolution a été déposée par M. Elbel pour demander l'établissement d'accords de compensation plurilatéraux et suggérant l'utilisation des services de la Banque des Règlements Internationaux.

Les accords commerciaux consentis sur la base de la réciprocité et les accords de clearing n'ont pas paru suffisants pour aboutir à l'égalité des importations et des exportations. On a trouvé deux autres moyens d'assurer cette égalité : le troc et les conventions commerciales déterminées.

Le principe du troc consiste à échanger les produits directement l'un contre l'autre sans passer par la commune mesure que constitue la monnaie. Une certaine quantité a d'un produit A serait échangée contre une certaine quantité b d'un produit B ; il ne sera pas nécessaire de déterminer la valeur en monnaie de aA et de bB . Le troc a aux yeux de certains l'avantage de supprimer la monnaie ; en cas de généralisation du troc (en anglais barter) dans le commerce international il n'y

aurait plus besoin de monnaie internationale ; il ne serait pas non plus nécessaire de financer les transactions, tout au moins en ce qui concerne leur aspect international. Le troc a été envisagé comme pouvant dans les mêmes conditions être plurilatéral : le pays *L* vend au pays *M* une quantité *a* de produit *A*, le pays *M* vend au pays *N* une quantité *b* de produit *B* et le pays *N* vend au pays *L* une quantité *c* d'un produit *C*, chacun des trois pays se déclarant payé de ce qu'il fournit par ce qu'il reçoit. On peut d'ailleurs se demander si ce système ne ramènerait pas à celui du commerce international et à la loi économique bien connue : les produits s'échangent contre les produits. Quoi qu'il en soit, le troc est très à la mode ; il est malheureusement d'une réalisation pratique assez délicate, car il suppose des produits échangeables et déjà existants ; il est difficile d'échanger du coton contre le tissu que ce coton servira à fabriquer ; si l'on attend que le tissu soit fabriqué il n'y a plus troc, mais prêt de coton et remboursement en tissu. Les seules opérations notables ont été faites avec le Brésil, celui-ci livrant du café en échange d'autres marchandises. Ce qu'il y a d'intéressant dans cette conception du troc, c'est qu'elle suppose au fond un Etat autarchique, qui se procure à l'étranger les produits qu'il ne peut tirer de son sol ; cet Etat autarchique aura un Office, un bureau, un commissariat, un monopole du commerce extérieur sous une forme quelconque ; ce monopole traitera pour de grosses quantités sans se préoccuper du prix de revient de la marchandise qu'il fournit ; il cherchera simplement à recevoir la plus forte contre-partie possible. Le troc présente à notre avis de multiples inconvénients ; sa réalisation sur une grande échelle offrirait de nombreuses difficultés.

Il n'en est pas de même pour les accords que nous

avons qualifiés de conventions commerciales déterminées. Nous voulons dire par là que ces conventions ont un but précis et qu'elles fixent par réciprocité les quantités de marchandises que chacune des deux parties contractantes pourra vendre à l'autre, qui, pratiquement, s'engage à l'acheter. Un exemple en est fourni par l'accord conclu entre le Japon et les Indes Britanniques ; le tarif d'entrée des cotonnades japonaises aux Indes est ramené à cinquante pour cent ad valorem (ce qui permet en fait aux Japonais de vendre moins cher que n'importe quel pays) ; le contingent de ces cotonnades est fixé comme suit :

325 millions de yards si le Japon achète aux Indes 1 million de balles de coton ;

400 millions de yards si le Japon achète aux Indes 1 million cinq cent mille balles de coton.

Ce genre de traités est très important. Il met en œuvre des quantités considérables de marchandises. Pour que ces traités puissent être conclus, il est nécessaire que les producteurs soient représentés par des groupements d'achat ou de vente, très fortement organisés, de caractère officiel ou officieux. C'est ainsi que l'association cotonnière du Japon groupe 98 % (9.800.000 broches sur 10.000.000) des filatures. Et encore n'est-il pas bien sûr que les dissidents ne soient pas maintenus pour « sauver la face » et fournir un argument lors des discussions internationales.

L'extension de traités de ce genre entraînerait la formation de groupements corporatifs importants, arrivant normalement à réunir presque tous les membres d'une des branches de la production nationale. Le gouvernement serait amené à réglementer l'activité de ces groupements, tant en ce qui concerne le commerce extérieur qu'en ce qui concerne l'organisation intérieure.

Ces traités portent sur des quantités considérables ; de nombreuses transactions commerciales isolées et de faible envergure sont remplacées par une convention ; nous ne voulons pas dire que toutes les transactions ultérieures sont supprimées, mais que la convention en forme le cadre.

Nous avons constaté que différents accords commerciaux rendent nécessaire la constitution d'organismes d'achat et de vente extrêmement puissants. Un organisme spécial pourra être chargé des opérations avec l'étranger. Nous arrivons ainsi à l'étude d'une mesure qui nous paraît être la mesure autarchique par excellence : le monopole du commerce extérieur.

Le monopole du commerce extérieur peut se concevoir sous différentes formes. En principe l'Etat se réserve toutes les transactions commerciales avec les pays étrangers. Ces transactions n'auront plus pour but l'intérêt unique des importateurs ou des exportateurs, mais l'intérêt général. Or, si chacun voit assez facilement où dans une transaction se trouve son propre intérêt, il est plus difficile de déterminer si une transaction donnée est favorable à l'intérêt général du pays. Seul un organisme de caractère mixte, économique et politique, pourra veiller à maintenir la conformité du commerce extérieur et de l'intérêt général. Encore faut-il pour cela que l'intérêt général du pays ait été précisé surtout en ce qui concerne son aspect économique. Le monopole du commerce extérieur doit donc former un des éléments d'un plan.

Le monopole du commerce extérieur peut être réalisé sous des formes assez variées, sa réalisation peut d'ailleurs n'être que partielle. Il y a deux groupes de formes du monopole du commerce extérieur : 1°) le monopole

remis à des organismes gouvernementaux ; 2°) le monopole confié à des organismes officiels.

La remise du monopole du commerce extérieur à des organismes gouvernementaux suppose une organisation étatiste très développée. On peut concevoir que l'organisme gouvernemental sera chargé de toutes les opérations commerciales. Ce sera là pour peu que le commerce extérieur ait quelque importance, une tâche considérable. Aussi semble-t-il préférable de laisser une certaine indépendance à des organismes secondaires, l'Office central d'Etat n'ayant pour rôle que de diriger et de contrôler leur activité. Une place peut même être laissée à des sociétés de caractère privé. L'organisation en elle-même n'a pas à notre avis une très grande importance ; la tâche essentielle est la direction du commerce extérieur ; du moment qu'il y a un pouvoir central donnant des directives, il y a monopole. On peut trouver actuellement un exemple d'un monopole du commerce extérieur de type mixte où le pouvoir central traite certaines opérations tout en laissant des groupes autonomes s'occuper de leurs propres transactions. Nous examinons plus loin ce cas qui est celui de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Le monopole du commerce extérieur peut être confié à des organismes officiels ; dans ce cas ce n'est pas l'Etat qui traite avec l'étranger, ce sont par exemple des associations de producteurs. Cette organisation a l'avantage de laisser subsister les entreprises privées ; il leur est simplement demandé de travailler en vue de l'intérêt général. Ces organismes officiels devront d'ailleurs recevoir plus ou moins l'appui de l'Etat. Ce système présente une grande souplesse ; selon les circonstances, il sera laissé plus ou moins d'indépendance aux organismes qui s'occupent du commerce extérieur.

Ce système permet notamment d'établir un monopole partiel du commerce extérieur, soit par la création d'offices ou de groupements d'intérêts chargés des transactions relatives à une branche déterminée de l'activité nationale, soit par une organisation limitée à certains cas, mais valable pour tout le pays. On peut envisager ainsi l'établissement d'un monopole des importations.

Le Japon et l'Allemagne sont des exemples de pays dont l'organisation commerciale se rapproche plus ou moins du monopole.

Il faut remarquer que le monopole du commerce extérieur n'est pas du tout une institution récente. Ce monopole a existé dans différents pays, en France et en Prusse par exemple, pendant de très longues périodes. Diverses sociétés concessionnaires se partageaient le monopole, ces sociétés étaient fondées sous l'impulsion du gouvernement qui prenait souvent une participation importante dans leur capital.

Nous avons dit plus haut que le monopole du commerce extérieur nous paraissait être la mesure autarchique par excellence. Tout d'abord le monopole permet de supprimer toutes les autres mesures destinées à agir sur le commerce extérieur, que ces mesures aient pour but de restreindre les importations ou de stimuler les exportations. Le monopole achète à l'étranger ce qui est nécessaire pour compléter la production nationale et vend en se faisant accorder tous les avantages qu'il juge utiles. Ce monopole s'adapte à toutes les formes de l'indépendance économique ; s'il a été décidé que le pays doit vivre autant que possible sur lui-même, le monopole restreindra ses achats ; s'il a été constaté qu'il est préférable d'acheter certains produits à l'étranger, le monopole aura à se les procurer, soit par voie d'échange, soit en les payant ; si le gouvernement recherche l'équilibre

de la balance commerciale, le monopole procédera par compensation ; si le gouvernement cherche à réaliser une politique d'expansion, le monopole pourra essayer de vendre plus qu'il n'achète ; il est bien certain que si le monopole réussit dans cette dernière politique, il recevra un solde en numéraire ou acquerra à l'étranger des biens non transférables ; le monopole risque d'ailleurs de se heurter aux pays étrangers ayant ou non adopté eux-mêmes le monopole du commerce extérieur.

Le monopole du commerce extérieur, loin d'être une institution rigide, peut donc s'adapter aux circonstances.

SECTION II. — L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET L'OPINION

Dans la section qui précède nous avons examiné quelles sont les mesures que l'on peut rattacher à l'idée d'indépendance économique. Ces mesures sont très importantes. Certains mouvements d'opinion sont au moins aussi importants ; comme nous l'avons déjà indiqué il est rare que l'opinion se déclare favorable à l'autarchie ; mais certains courants d'opinion y conduisent. Ces mouvements, ces courants sont multiples ; ils peuvent être à peine conscients ; ils n'en exercent pas moins une très forte influence sur la politique économique et sur la politique proprement dite. Ils sont d'ailleurs étroitement liés aux mesures autarchiques que nous avons étudiées précédemment et il est souvent difficile de voir si une mesure obéit à un mouvement d'opinion ou si un mouvement d'opinion est la conséquence d'une mesure.

On peut trouver des traces de l'idée d'indépendance économique dans presque tous les pays. On rencontre dans des pays différents des opinions qui se ressemblent et des mouvements d'opinion dirigés dans le même sens.

Nous ne voulons pas dire que le processus qui conduit à l'idée d'indépendance économique soit le même dans tous les pays, mais que certains courants similaires existent dans des pays dont les mentalités ne sont pas analogues.

Les principaux Etats dans lesquels il convient d'examiner la question des tendances autarchiques sont la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, la Russie, les Etats-Unis et le Japon. Nous n'avons pas l'intention d'étudier l'économie de chacune de ces nations ; nous estimons que l'on peut y trouver différents traits intéressants. Cette liste n'est d'ailleurs pas exclusive, mais elle permet d'étudier presque tous les aspects du développement de l'idée d'indépendance économique.

En France l'économie est officiellement libre ; l'agriculture, le commerce, l'industrie sont libres. Nous avons vu cependant qu'un grand nombre de mesures autarchiques ont été adoptées. Nous n'avons pas examiné jusqu'ici les thèses autarchiques françaises. Dans le chapitre premier nous avons étudié ce qu'on pourrait appeler la position de l'idée d'indépendance économique en Allemagne et qui constitue l'élément caractéristique des doctrines qui, au ^{xix}^e siècle, ont soutenu l'idée d'indépendance économique. Il n'y a pas eu en France de mouvement doctrinaire aussi important. Cependant l'idée d'indépendance économique apparaît chez les protectionnistes du ^{xix}^e siècle sous deux aspects assez distincts. Le premier aspect se rapproche des doctrines mercantilistes ; cette conception économique cherche à développer l'influence française dans le monde ; il est nécessaire de favoriser le commerce d'exportation pour accroître l'expansion économique, condition de cette influence ; d'un autre point de vue une balance commerciale favorable contribue à enrichir le pays ; il faut

donc restreindre les importations, d'autant plus que la France peut se suffire à elle-même. Le second aspect sous lequel apparaît chez les protectionnistes français l'idée d'indépendance économique est le suivant : le commerce intérieur est beaucoup plus important que le commerce extérieur, les intérêts de l'industrie sont opposés à ceux du commerce extérieur ; chaque pays préfère vivre sur lui-même plutôt que d'acheter à l'étranger ; il vaut donc mieux conserver l'industrie (c'est-à-dire toute la production) que le commerce extérieur ; cette théorie aboutit à prohiber les importations, ce qui conduit à une économie complètement fermée.

La France est considérée actuellement comme un des pays qui ont le moins souffert de la crise. On dit que la faible population de la France lui évite un chômage aussi considérable que celui qui sévit dans d'autres pays, notamment en Allemagne, en Angleterre et aux Etats-Unis. Selon cette opinion, la « quantité de travail » existant en France serait suffisante pour le nombre des habitants. Les étrangers travaillant en France formeraient un volant permettant de régulariser le marché du travail. Les réserves financières de la France et les qualités d'épargne et de prudence de sa population sont souvent considérées comme des raisons de sa situation relativement privilégiée.

Une des raisons le plus souvent donnée est la suivante : la France souffre moins de la crise parce que c'est un pays équilibré. Cette opinion s'exprime sous des formes très diverses. Nous reviendrons plus loin sur la question de l'importance que présente l'agriculture en tant qu'armature sociale de la France. En ce qui concerne l'équilibre économique de la nation, on fait remarquer que l'agriculture constitue le débouché principal de l'industrie nationale et que la France tire de son propre

sol la plus grande partie des produits alimentaires dont elle a besoin. La France forme un tout harmonieux ; la répartition de ses forces entre l'agriculture, le commerce et l'industrie rend inutile la politique de réagrarisation qui est nécessaire dans d'autres pays. Cet équilibre entre les différents moyens de production fait que l'économie française ne subit que faiblement le contre-coup des bouleversements que subit l'économie mondiale. Il faut donc favoriser le maintien de cet équilibre. Il faut donc chercher à ce que la France se suffise à elle-même. Le peut-elle ? Comme nous l'avons indiqué dans notre introduction, il ne rentre pas dans le cadre de cet ouvrage d'examiner si l'autarchie est ou non réalisable dans tel ou tel pays. L'idée que la France peut se suffire à elle-même est très répandue, nous ne la discuterons pas. Mais nous croyons nécessaire de l'exposer brièvement. On la trouve sous deux formes principales. La première forme est celle où intervient seulement la France métropolitaine. Elle revient à considérer comme idéal l'équilibre de la production française. En déduisant les conséquences de cette idée on arrive à la conception suivante. La France est un pays qui n'est ni trop agricole, ni trop industriel. Pratiquement l'industrie peut fournir tout ce qui est nécessaire à chacun ; quant à la production agricole, elle s'avère comme largement suffisante pour les besoins du pays. Supprimons donc les importations sans tenir compte des représailles auxquelles notre commerce extérieur sera soumis ; nous n'avons qu'à y gagner, car notre balance commerciale est déficitaire et le déficit de la balance commerciale causera la ruine de notre pays. Les importations une fois supprimées, la production sera organisée et l'on cherchera à dédommager autant que possible les exportateurs des pertes qu'ils auront à subir. Le commerce extérieur de

notre pays sera réduit. Qu'importe ! Loin de nous avoir été utile, le commerce extérieur a été la porte d'entrée de la crise économique. La France n'aura plus à dépendre de l'étranger soit pour ses achats, soit pour la vente de ses produits, vente que n'importe quel gouvernement étranger peut empêcher s'il le juge utile, car il s'agit de produits de luxe, soieries, lainages, vins, alcools, parfums. Cette suppression des importations sera d'ailleurs le véritable moyen de défense contre les exportations massives de pays qui pratiquent le dumping monétaire, qui ne paient pas leurs dettes et contre lesquels la France ne lutte pas à armes égales.

Voilà la première forme sous laquelle apparaît en France l'idée d'indépendance économique. Ses éléments subsistent dans la deuxième forme, mais il s'y ajoute la notion d'empire. Selon cette conception la France métropolitaine ne pourrait pas se suffire à elle-même ; un seul groupe réunirait la France et les territoires qui en dépendent, ceux-ci pouvant constituer des débouchés pour l'industrie française et fournir à la France certaines matières premières qui lui manquent. En fait, les colonies ne sont pas pour la France de gros fournisseurs. Cependant il est nécessaire de resserrer l'union économique de l'empire français et cela d'autant plus que la France avec ses quarante millions d'habitants aura la plus grande peine à maintenir sa situation en Europe et à ne pas devenir un pays de deuxième zone, alors qu'un empire français, une France de cent millions d'habitants constituera une puissance mondiale.

On peut rattacher bien des courants politiques et économiques à cette idée de l'indépendance de la France. Un exemple assez intéressant est la politique du pétrole. Cette politique présente ceci de remarquable qu'on la retrouve dans beaucoup de pays ; tous les pays non pro-

ducteurs de pétrole ont essayé de s'en procurer d'une façon ou d'une autre : sondages, pétrole synthétique, constitution de stocks, recherches aux colonies. Le territoire français ne fournit pratiquement pas de pétrole ; les sondages et les travaux effectués jusqu'ici n'ont rien donné d'intéressant ; la production actuelle des colonies est très faible. La question du pétrole a été résolue de deux façons : 1°) par la constitution de stocks ; 2°) par des accords relatifs aux pétroles de Mossoul. L'exploitation des pétroles de Mossoul est assurée par l'Irak Petroleum Company, dans laquelle la Compagnie Française des Pétroles a une participation de 23,75 %. Une branche du pipe-line passe en Syrie, territoire sous mandat français. Des considérations de défense nationale jouent sans doute dans cette recherche du carburant, mais il s'y ajoute le désir de ne pas payer de tribut à l'étranger et le souci de ne pas dépendre de la bonne volonté d'organismes sur lesquels le gouvernement français n'a aucune action.

Nous avons vu plus haut qu'un certain nombre de mesures adoptées en France présentent un caractère autarchique. L'organisation de différentes productions a également ce caractère. Le soutien de ces productions conduirait peu à peu à organiser les principales branches de l'activité nationale et à réserver entièrement le marché français aux produits nationaux. L'organisation du marché a jusqu'ici été effectuée surtout pour des produits agricoles ; c'est à la demande des populations paysannes qu'il a été procédé à l'organisation du marché du blé, à l'organisation du marché des vins. La classe paysanne est très puissante en France ; mais cela ne suffirait pas à expliquer l'adoption de mesures qui sont analogues à celles qui ont été prises dans d'autres pays qui, eux, sont très industrialisés. En réalité, l'existence d'une classe agricole importante est considérée comme vitale pour la France, au point de vue politique et éco-

nomique. L'aspect politique de cette question est très important, et il y aurait beaucoup à dire sur le rôle politique de l'agriculture, tant en France qu'à l'étranger, mais cela sort du cadre de cette thèse. L'agriculture forme, peut-on dire, l'armature sociale de la France ; elle fournit en effet des hommes à toutes les classes de la société et constitue un élément de stabilité. Il est donc nécessaire de ne pas la laisser anéantir par la libre concurrence des produits étrangers.

Les mesures protectrices prises en faveur des produits agricoles ne se justifient pas par des raisons économiques. Elles maintiennent le coût de la vie à un niveau élevé qui nuit aux classes ouvrières et qui place les industries exportatrices dans une situation difficile ; ce maintien du coût de la vie à un niveau élevé a également des conséquences sur le « *standard of living* ». Une des véritables raisons du soutien accordé à l'agriculture c'est le désir de permettre à la France de tirer sa nourriture de son sol. Comme corollaire l'industrie trouvera ses débouchés dans le pays et non plus à l'extérieur. Et en dernier lieu apparaît l'argument de la balance commerciale. Il est à remarquer que cet argument est employé partout et que la plupart des pays prétendent que leur balance commerciale et même leur balance des capitaux sont déficitaires. En France ce déficit provient de l'achat de certaines matières premières (coton) et même de produits fabriqués (machines) et du fait que l'industrie française a des prix de revient trop élevés pour le marché mondial. La politique de protection de l'agriculture pourrait, si elle se prolongeait, devenir dangereuse, elle maintient très élevé le coût de la vie, elle oblige donc à maintenir des salaires élevés ; ces salaires augmentés des charges fiscales mettent les industries françaises exportatrices en état d'infé-

riorité vis-à-vis de leurs concurrents européens, la France ne bénéficiant pas par ailleurs d'avantages permanents. (La question n'est pas la même aux Etats-Unis et au Japon qu'en Europe). Un accord entre les partisans de la protection de l'agriculture et ceux du soutien de l'industrie pourrait se faire sur le terrain de l'indépendance économique. A l'abri des frontières fermées, il serait possible de mettre le niveau de vie en harmonie avec les ressources du pays. Le commerce extérieur serait confié soit à l'Etat, soit aux différentes branches de la production groupées en corporations.

Toutes les mesures qui ont été prises en France, tous les mouvements d'opinion peuvent d'autant plus conduire à l'autarchie qu'il s'agit de réactions de défense. Ce n'est pas par son propre dynamisme que la France tend vers l'autarchie. Le développement de l'autarchie en France reste subordonné à l'action des autres nations ; la France est prête à admettre le commerce international, mais encore faut-il qu'elle n'y joue pas un rôle de dupe ; la France se défend contre le dynamisme des autres nations et profite des avantages que lui offre sa constitution économique. Elle n'envisage pas encore l'indépendance économique, mais sera peut-être obligée de s'y résoudre. L'indépendance économique de la France dépend de l'étranger.

Les sources du courant autarchique allemand se trouvent dans les doctrines que nous avons examinées dans le premier chapitre de cette étude. Les circonstances ont conduit l'Allemagne à adopter une attitude ambiguë ; elle menace en quelque sorte les pays étrangers de réaliser l'autarchie, ajoutant que sous un régime d'autarchie il lui sera impossible de payer ses dettes ; elle affecte de ne pas désirer l'autarchie, mais d'y être amenée par la force des événements. En fait, de nombreuses

mesures de caractère autarchique ont été prises en Allemagne. Parmi ces mesures, certaines, qui sont très importantes, ont trait à la réorganisation et au soutien de l'agriculture. (Ces mesures comportent naturellement toujours un élément politique très net). En ce qui concerne le commerce extérieur, l'Allemagne n'a pas créé officiellement de monopole ; elle a créé un Office des importations ; le régime des marks bloqués et des autorisations revient à instituer pour beaucoup de produits une direction de fait du commerce extérieur. L'économie allemande étant en grande partie une économie dirigée, le commerce extérieur dépend des directives données par les chefs de l'économie qui sont sous les ordres des chefs politiques. En Allemagne, l'idée d'autarchie n'exclut pas le désir d'exporter. Au contraire, il est proclamé que l'Allemagne a besoin d'exporter. Et elle désirerait exporter plus qu'elle n'importe. L'indépendance économique serait pour l'Allemagne un moyen de réaliser ses conceptions politiques, de réunir sous sa direction les groupements qu'elle considère comme germaniques et de s'appuyer sur ces groupements pour devenir la grande puissance mondiale. L'économie doit être au service de la politique. L'autarchie allemande serait une autarchie d'expansion.

Le cas de l'Angleterre est très particulier ; les Anglais ne demanderaient pas mieux que de croire au libre-échange, mais encore faudrait-il que les autres pays voulussent bien ne pas détruire les possibilités de libre-échange ; tel a été l'argument de M. CHAMBERLAIN. En ce qui concerne l'indépendance économique, il est reconnu que l'Angleterre ne peut pas vivre sur elle-même ; elle ne produit qu'une faible partie de sa nourriture et mourrait de faim si ses relations avec l'extérieur étaient coupées. Aussi n'a-t-il jamais été question de

constituer un Etat anglais autarchique. Il faut signaler cependant que les Anglais estiment nécessaire de maintenir certaines industries considérées comme essentielles : les industries-clés. L'idée d'indépendance économique apparaît sous la forme de l'indépendance d'un groupement composé de l'Angleterre et de ses Dominions. A l'intérieur de ce groupement s'établiraient des courants commerciaux, les Dominions étant bien placés pour fournir certaines matières premières et l'Angleterre outillée pour vendre des produits fabriqués. La fermeture partielle ou totale des frontières de ce groupement permettrait de maintenir le niveau de vie. Ce groupement aurait l'avantage d'être formé en grande partie d'hommes ayant la même civilisation ; il représenterait une puissance économique considérable. Ce groupement, c'est l'Empire anglais. C'est aux Anglais que le monde moderne est redevable de la notion d'empire. C'est par ce point que l'idée d'indépendance économique telle que la conçoivent les Anglais est intéressante. Car leur conception ne suppose pas un Etat fort ou du moins un pouvoir central fort, la puissance politique serait assez dispersée. Cette puissance serait d'ailleurs assez grande pour que les Anglais ne cherchent pas à réaliser une politique d'expansion à tout prix.

L'Italie est dépourvue de beaucoup de matières premières ; il est difficile de concevoir qu'elle puisse établir une indépendance économique complète. L'économie italienne se prête cependant à l'organisation d'une sorte d'indépendance économique, par restriction des importations et augmentation des exportations, indépendance qui se traduirait en réalité par une domination sur les pays étrangers. Cette économie fait en effet une grande place aux corporations et celles-ci sont étroitement soumises à l'autorité de l'Etat ; il y a là un moyen

de diriger le commerce extérieur et de le mettre au service de la politique.

L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques est actuellement l'Etat qui a le plus mis en pratique les théories de l'indépendance économique. C'est en partant de conceptions politiques, telles que l'édification d'un Etat socialiste fort, que les dirigeants de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ont été amenés à cette indépendance. Elle se traduit par des mesures très variées ; le souci de produire tout ce dont l'Etat a besoin a conduit par exemple à la culture du caoutchouc. L'organisation la plus intéressante pour nous est celle du commerce extérieur. L'organisation des relations commerciales avec l'étranger a été l'objet de l'attention du gouvernement des soviets dès le début de son existence. Le conseil des commissaires du peuple a établi en décembre 1917 un système de prohibitions et de licences et en avril 1918 il a nationalisé le commerce extérieur. D'après l'art. I de la constitution de l'U. R. S. S. la compétence législative dans le domaine du commerce extérieur est réservé au pouvoir central de l'Etat. Le commerce extérieur constitue un monopole d'Etat avec l'exception que certains organismes sont autorisés à faire du commerce avec l'étranger pour leur propre compte. Le principe général de la nationalisation du commerce extérieur est d'ailleurs passé par différentes phases. L'Etat est représenté par le commissariat du peuple pour le commerce extérieur qui dépend du gouvernement de l'Union (et non des Républiques). Ce commissariat est chargé de la direction générale du commerce qui est remis à divers syndicats importateurs ou exportateurs. Toutes les opérations sont déterminées par un plan. A l'étranger, les opérations sont traitées par les représentations commerciales qui ont pour double rôle :

1°) d'effectuer les achats et les ventes comme commissionnaires pour le compte des différents organismes de l'U. R. S. S. ; 2°) de contrôler l'activité commerciale des organisations autonomes et des sociétés soviétiques autorisées à effectuer des opérations commerciales directement et en leur propre nom. Ces organisations autonomes n'engagent pas la responsabilité de l'Union. Les opérations quelles qu'elles soient font partie d'un plan. L'économie de l'U. R. S. S. est en effet entièrement dirigée et soumise à différents plans qui sont établis par les organes politiques. Le but du commerce extérieur est d'obtenir si possible une plus grande quantité de marchandises importées, mais la question du coût de production des exportations n'intervient pas.

Il semble que les Etats-Unis sont actuellement l'objet d'une transformation économique, que l'on appelle l'expérience Roosevelt. Cette expérience présente un point intéressant pour le sujet de cette étude : elle a contribué à prouver, comme d'ailleurs le régime fasciste, que étatisme, contrôle du crédit et plan de production ne signifient pas étatisation. En ce qui concerne la réalisation de l'autarchie, elle exigerait l'abandon de nouvelles et immenses surfaces cultivables et un contrôle extrêmement rigoureux.

L'organisation économique du Japon présente un grand intérêt. Le Japon produit actuellement assez de riz pour se nourrir et peut même éventuellement en exporter ; il cherche à se passer des autres pays en essayant par exemple la culture du café à Formose et en s'emparant de territoires riches en matières premières. D'un autre côté, il accroît ses exportations grâce : 1°) à la baisse du yen, c'est un facteur temporaire ; 2°) au faible niveau des salaires ; nous reviendrons plus loin sur cette question ; 3°) à son organisation. Le com-

merce extérieur est traité par les guildes (kumi-ai) d'exportation. Ces guildes jouissent d'un certain nombre d'avantages, elles tendent à devenir obligatoires. Il est question d'établir un contrôle de la fabrication pour vérifier la qualité des produits. Ces guildes ne sont en rien des organismes gouvernementaux. On peut soutenir il est vrai que la mentalité des Japonais est telle que ces guildes n'agiront que dans l'intérêt de l'Etat. Le Japon cherche aussi dans une certaine mesure à réaliser une politique d'égalisation des échanges en établissant des courants commerciaux réciproques.

CHAPITRE III

LES ELEMENTS DE L'IDEE D'INDEPENDANCE ECONOMIQUE

L'étude que nous venons de faire des mesures et des mouvements d'opinion que l'on peut rattacher à l'idée d'indépendance économique nous permet de voir plus clairement les différents éléments dont se compose cette idée. Au cours des chapitres qui précèdent, nous avons déjà eu l'occasion d'examiner certains aspects de ces éléments. Nous pensons qu'il est utile de les analyser rapidement.

Les éléments de l'idée d'indépendance économique sont multiples et complexes ; cette idée englobe de nombreuses conceptions, quelquefois contradictoires. Nous verrons plus loin comment on peut la qualifier. Mais en ce qui concerne sa zone d'action, il est incontestable que par définition elle agit sur le plan économique. Il faut un objet à cette indépendance. L'idée d'indépendance économique suppose l'existence d'un groupement politique quelconque, présentant certains caractères. Ce groupement pourra être de natures assez différentes : nation, race, tribu, Etat. Pratiquement, dans les circonstances actuelles il aura la forme d'un Etat. Cet Etat devra être organisé, politiquement indépendant, souverain. La conception d'Etat est relativement moderne ; l'Etat mo-

derne est limité. Il reconnaît l'existence d'autres Etats avec lesquels il peut éventuellement vivre en paix. Autrement dit, l'Etat moderne ne considère pas que le monde entier est à lui et que tout Etat étranger doit être détruit. Sans doute, certains pays sont prêts à conquérir le monde, mais les conditions même de cette conquête éventuelle constituent une reconnaissance des droits des autres pays. L'Etat autarchique devra être indépendant, il ne peut être soumis à aucun pouvoir extérieur ; il devra de même être souverain à tous les points de vue ; il n'admettra aucune influence étrangère dans les domaines politique, religieux, philosophique ou économique ; c'est justement pour supprimer toute influence économique qu'il sera autarchique. Son organisation sera très solidement établie ; ses membres devront être soumis à une discipline stricte. Enfin, l'autorité devra être dévolue à un pouvoir central ; ce pouvoir central pourra être plus ou moins fort, il pourra être constitué d'une façon ou d'une autre, mais il faut qu'il ait le droit de prendre des décisions. Ce n'est que dans le cadre d'un Etat de ce genre que l'autarchie pourra être entièrement réalisée, avec l'exception qu'un Etat de type quelconque pourrait décréter la fermeture complète de ses frontières. Les différentes conceptions qui concourent à former l'idée d'indépendance économique peuvent d'ailleurs se développer dans des Etats très différents de celui que nous venons de décrire.

Les éléments de l'idée d'indépendance économique peuvent être classés dans des catégories assez variées. Nous pensons qu'il est commode de voir quel est leur point de départ. On trouve d'abord la vieille idée mercantile que l'or est la principale richesse, ensuite vient le désir de vendre plus qu'on n'achète ; puis les idées d'expansion et d'hégémonie. Dans un autre groupe on

rencontre la constitution de l'unité nationale et le maintien de l'autorité de l'Etat, puis la liberté et l'indépendance politiques ; les conceptions sociales ont aussi leur place : la modification de l'organisation politique, sociale et économique d'un pays en vue d'une répartition plus juste des biens et la défense du niveau de vie et des conditions de travail.

En partant de chacun de ces éléments, on peut arriver à l'organisation d'un Etat autarchique ; nous avons vu plus haut quelles sont les multiples mesures autarchiques qui peuvent être adoptées. Nous allons examiner maintenant la part de ces éléments dans la formation du concept d'indépendance économique.

Les métaux précieux ont été considérés comme la principale richesse par les écrivains mercantiles ; cette idée subsiste encore dans bien des doctrines monétaires actuelles, conjuguée avec le désir de constituer une sorte de trésor de guerre. Il y aurait beaucoup à dire sur les rapports entre l'indépendance économique et ce qu'on appelle la question de l'or ; nous indiquerons seulement que beaucoup de pays trouvent que la quantité d'or qui se trouve en leur possession est insuffisante ; en conséquence, ils désirent empêcher les sorties et favoriser les rentrées d'or ; les entrées d'or peuvent provenir soit de la production des mines, soit des versements des pays étrangers. La production de l'or dans le monde ne subit pas, sauf en périodes exceptionnelles, de brusques variations. Il est à signaler cependant que la dévaluation de certaines monnaies a, en élevant le prix de l'or exprimé dans ces monnaies, accru le nombre des mines exploitables ; l'exploitation des minerais dits à basse teneur est devenue « payante ». Mais pratiquement très peu de pays peuvent se procurer de l'or provenant directement des mines. Il reste donc comme moyen de se procurer de

l'or les versements faits par les pays étrangers. Ces versements peuvent constituer soit le règlement d'indemnités, soit surtout le paiement de marchandises ou de services (frêt, tourisme, assurance, envoi d'émigrés). Certains pays vont donc chercher à percevoir des devises, ces devises étant soit reliées à l'étalon or, soit libres, mais permettant de toute façon l'achat et l'exportation de pièces ou de lingots d'or. Il est vrai que dans bien des Etats l'exportation de l'or est interdite. Néanmoins, les pays dont nous parlons cherchent à exporter plus qu'ils n'importent.

Certains pays ont la volonté d'exporter. Nous venons de voir qu'une des raisons de cette volonté est la recherche de l'or. Mais ces Etats peuvent vendre dans des pays qui n'admettent pas l'exportation de l'or. Le solde de la balance commerciale restera donc dans le pays importateur ; le pays exportateur sera obligé de l'investir dans le pays qui refuse de laisser sortir l'or. En fait, l'exportateur a toujours l'espoir que sa créance sera réglée, mais quand il s'agit de l'Etat, il est très possible que celui-ci considère comme utile à sa politique que lui-même ou ses nationaux aient des capitaux investis à l'étranger. Devant ce système de la balance commerciale il est une objection qui vient tout de suite à l'esprit. Il est impossible que tous les pays vendent plus qu'ils n'achètent et soient payés en numéraire. Si plusieurs Etats appliquaient ce système, leurs politiques économiques arriveraient fatalement à s'opposer alors même que le solde créditeur de la balance serait investi ; d'une part, il ne peut y avoir un solde créditeur des deux côtés ; et d'autre part, les Etats ont souvent tendance à empêcher ou à réglementer les investissements étrangers. Comment s'explique cette volonté de vendre plus qu'on n'achète ?

Elle ne peut s'expliquer que par une volonté d'expansion. Un pays quelconque désire accroître son influence. Quel sera le rôle de son économie dans l'accroissement recherché ? Celle-ci devra d'abord être indépendante, afin que l'étranger ne puisse mettre obstacle au développement de la puissance de ce pays qui sera ainsi conduit à fermer ses frontières. Elle devra ensuite fournir le moyen de dominer l'étranger, c'est-à-dire exporter. Cette expansion économique servira de base à l'expansion politique.

Toutes les conceptions que nous venons d'étudier brièvement peuvent être groupées sous le nom d'idées d'hégémonie. Car que veut dire expansion d'un Etat ? On peut dissimuler le véritable sens de ce mot sous des expressions très généreuses et très nobles, mais ce sens n'en subsiste pas moins. A notre avis, l'expansion d'un Etat c'est la domination sur les autres Etats. La conquête matérielle des autres Etats n'est pas nécessaire ; ce qui importe, c'est de tenir le rôle de conducteur, d'avoir la prépondérance politique, l'hégémonie.

C'est pour cela que nous avons étudié les mesures qui sont destinées à favoriser les exportations. Indépendance économique veut dire pouvoir se passer de l'étranger, mais un Etat indépendant peut vouloir que d'autres Etats dépendent de lui.

La constitution de l'unité nationale peut amener un Etat à l'indépendance économique. Supposons un Etat qui vient de se former et qui comprend plusieurs provinces qui faisaient antérieurement partie d'Etats différents. L'économie de chacune de ces provinces existe ; elle est établie sur la base de ses relations avec d'autres provinces qui ne sont pas celles du nouvel Etat ; si ces relations économiques subsistent, les différentes provinces resteront tournées vers leurs anciens points d'attrac-

tion. Il est donc nécessaire de modifier le sens des courants commerciaux et de couper les liens qui attachent les provinces à des Etats étrangers. Le nouvel Etat sera donc conduit à fermer ses frontières et il sera aussi désireux de supprimer les exportations que les importations. Dans ces conditions, de nouveaux courants commerciaux s'établiront à l'intérieur du pays, d'une province à l'autre, chaque province étant en quelque sorte forcée de consommer ce que les autres produisent, même si cela heurte ses habitudes ; et peu à peu ses habitudes seront transformées, les liens économiques renforceront les liens politiques. Le cas qui précède est un cas limite ; nous l'avons décrit parce qu'il permet de voir le mécanisme selon lequel l'unité de l'Etat est renforcée par l'indépendance économique. Ce mécanisme subsiste dans des cas moins nets et la formation ou le maintien de l'unité nationale font partie du groupe de tendances qui constituent l'idée d'indépendance économique.

Un raisonnement similaire peut s'appliquer à l'autorité de l'Etat. Les échanges commerciaux internationaux se font avec des individus ou avec des organismes qui ne sont pas soumis à cette autorité. Les membres de l'Etat qui sont partie dans ces échanges échappent dans une certaine mesure au contrôle de l'Etat et à son autorité. On conçoit qu'un Etat autoritaire veuille retirer à ses membres la possibilité de faire du commerce avec l'étranger comme il leur interdit de voyager et contrôle les échanges intellectuels. S'il est nécessaire à l'Etat de faire des transactions avec l'étranger, ces transactions seront effectuées sous sa direction et sous son contrôle, par l'institution d'un monopole d'Etat du commerce extérieur. Dans un sens analogue, le désir de maintenir l'influence nationale à l'intérieur du pays fait partie de l'indépendance économique ; il s'agit de combattre l'in-

fluence de l'étranger, ce qui vient de l'étranger étant considéré comme nuisible.

Parmi les éléments les plus importants de l'idée d'indépendance économique, figurent la liberté et l'indépendance politiques. Le raisonnement est à peu près le même dans les deux cas, ces deux mots ayant non le même sens, mais des sens analogues. Un pays n'est entièrement libre, entièrement indépendant que si ce que font les pays étrangers lui est tout à fait indifférent. Si les mesures prises par un Etat étranger ont une action sur l'économie nationale, celle-ci est soumise à l'étranger dans la mesure même de cette action. Les liens économiques constituent une sujétion ; du moment qu'on se refuse à admettre que l'étranger intervienne dans la politique du pays, pourquoi admettre qu'il agisse sur l'économie ? S'il agit sur l'économie nationale, il a par cela même une influence sur la politique, celle-ci ayant à tenir compte des intérêts de ses nationaux. Tous les liens quels qu'ils soient qui attachent le pays à l'étranger doivent être rompus. L'Etat doit se fermer au point de vue économique pour se fermer au point de vue politique.

Les conceptions sociales jouent un grand rôle dans l'idée d'indépendance économique. Toute réforme sociale basée sur une nouvelle répartition des richesses entraîne la nécessité d'une nouvelle base de répartition. Il y aura donc une autorité qui sera chargée de répartir les richesses à titre définitif ou temporaire ; cette autorité n'aura aucune action sur les étrangers ; les transactions avec les étrangers risquent de fausser tout le système de répartition et de rompre l'équilibre auquel on veut arriver. Les chefs de la réforme sociale ne devront tenir aucun compte des transactions avec l'étranger. Et ils ne les réintroduiront dans l'économie natio-

nale que sous la forme d'un monopole qui traitera toutes les opérations nécessaires et suffisantes. Car une fois l'économie établie sur les nouvelles bases, il n'y a plus de place pour les transactions commerciales avec l'étranger sous une autre forme. Remarquons que les idées de FICHTE et l'organisation actuelle de l'U. R. S. S. se rapprochent beaucoup de ce système.

Actuellement les conditions de travail sont dans un certain nombre de pays de l'Ouest de l'Europe et aux Etats-Unis, supérieures aux conditions de travail de l'Asie. C'est surtout le Japon qui est en cause lorsqu'on met en question les conditions de travail en Extrême-Orient. Il est certain que les ouvriers et surtout les ouvrières japonaises sont moins payés que les ouvriers européens ; mais il ne faut pas adopter comme exacts certains chiffres extrêmement faibles ; en effet, au salaire nominal doivent s'ajouter divers frais qui peuvent comprendre le logement et la nourriture. En fait, au Japon, les grandes entreprises, les seules qui nous intéressent, parce que seules elles travaillent pour l'exportation, payent les ouvriers 600 fr. par mois environ pour les hommes et 350 fr. environ pour les femmes. La différence des salaires entre les femmes et les hommes provient des conditions sociales qui existent au Japon ; les manufactures de cotonnades, par exemple, qui emploient beaucoup de femmes, sont souvent établies à la campagne ; les paysans japonais ont beaucoup d'enfants ; les manufactures emploient les jeunes filles, les logent, les nourrissent, les instruisent même, et après un certain temps ces jeunes filles rentrent dans leur famille avec une petite dot. Les conditions de travail au Japon ont été dénoncées comme les causes de l'accroissement des exportations japonaises. On dit que les produits japonais sont à bon marché parce que l'ouvrier japonais se

contente de peu. Cependant, s'il suffisait d'avoir un niveau de vie plus bas que celui de l'étranger pour augmenter ses exportations, le Japon lui-même aurait été évincé de tous les marchés par un pays où le niveau de vie est bien inférieur à celui du Japon : la Chine. Le développement des exportations japonaises est dû à plusieurs causes, parmi lesquelles on peut ranger le niveau des salaires ; l'étude de ces causes sort du cadre de cette thèse.

Quoi qu'il en soit, on envisage assez souvent une menace sous laquelle vivrait la race blanche parce qu'elle prétend obtenir pour son travail plus que sa valeur réelle, cette valeur étant déterminée par le prix que demandent d'autres hommes pour faire un travail équivalent. Il y aurait beaucoup d'objections à faire contre ce procédé d'évaluation du travail qui le ramène à ce qui est nécessaire à l'ouvrier pour subsister ; c'est justement la question de ce qui est nécessaire pour subsister qui est posée.

La comparaison des conditions de travail peut d'ailleurs se faire de pays à pays, même voisins ; on peut envisager soit le montant des salaires, soit la durée du travail, soit encore le travail forcé. Ce n'est que pour rendre les différences plus nettes que l'on peut prendre comme niveau inférieur le coolie chinois. On admet généralement que le coolie chinois travaille beaucoup pour un salaire minime ; si on admettait des Chinois à l'étranger, ils évinceraient tous les ouvriers nationaux. L'argument du coolie chinois revient donc à dire : ne laissons pas pénétrer d'étrangers travaillant moins cher que nos nationaux. C'est le système australien.

Mais les produits fabriqués chez eux par ces étrangers sont à meilleur marché que les produits nationaux. Il faut donc prohiber l'entrée de ces produits étrangers.

Mais, comme nous l'avons vu plus haut, la concurrence étrangère se fera sentir sur le marché mondial ; le pays n'arrivera donc plus à exporter et il faudra qu'il s'organise pour vivre malgré cette impossibilité. L'Etat sera économiquement fermé. Il faut d'ailleurs dire que dans ce cas le niveau de vie dans l'Etat envisagé subirait sans doute des variations ; on nous répondra qu'il sera au moins en harmonie avec les ressources nationales, et sauf en cas de conquête les nationaux resteront privilégiés. Ce raisonnement qui s'applique à un Etat peut évidemment s'appliquer à un groupe d'Etats ou le niveau de vie est à peu près le même.

Malgré ses imperfections, l'argument du coolie chinois est un des meilleurs que l'on puisse donner en faveur de l'autarchie. (Bien entendu nous ne prenons pas partie dans la question de savoir quelle est l'importance de l'avantage que présente le faible niveau des salaires pour les industries d'un pays.). Les habitants de certains pays bénéficient actuellement d'un privilège : ils sont mieux payés que les autres, c'est-à-dire qu'ils sont mieux logés, mieux nourris, travaillent moins, etc... Une égalisation des conditions de vie dans le monde leur serait nettement défavorable. On peut penser que l'élévation du niveau de vie dans les pays où ce niveau est actuellement très bas sera très lente, pour autant qu'une amélioration se produise. Les privilégiés risquent donc de souffrir de la concurrence des non privilégiés. Si le commerce est libre, ou leur niveau de vie s'abaissera, ou ils chômeront et les résultats seront à peu près équivalents. Les moyens de supprimer la concurrence des pays à faible niveau de vie sont assez peu nombreux ; le premier qui vient à l'esprit est un moyen classique : c'est la force ; le deuxième consiste à ne pas fournir de moyens de production à ces pays ; le troisième c'est une organisation telle que

leurs prix de revient n'aient pas d'influence sur le niveau de vie des pays privilégiés ; c'est la fermeture des frontières au point de vue économique ; les nations privilégiées seront à l'abri, tant que les pays à faible niveau de vie ne chercheront pas à rompre les barrières qui leur seront opposées.

CHAPITRE IV

CARACTERES DE L'IDEE D'INDEPENDANCE ECONOMIQUE

L'idée d'indépendance économique inspire beaucoup de mesures économiques et politiques et se retrouve dans de nombreux mouvements d'opinion. Ses éléments sont assez complexes ; nous venons d'examiner les principaux d'entre eux. Il nous reste à étudier une dernière question. Comment se présente l'idée d'indépendance économique ? Avant de pouvoir y répondre il est nécessaire d'examiner à quel régime s'oppose l'indépendance économique. C'est en effet souvent comme réaction contre les défauts de l'économie que naît l'idée d'indépendance économique.

On peut dire qu'actuellement il y a un type d'économie internationale qui est considéré comme normal. Cette économie se développe entre nations ayant à peu près la même civilisation et respectant certains principes de droit, d'équité et de morale. Les Etats protectionnistes ou libre-échangistes admettent des transactions qui en principe sont payées en monnaie internationale. Ces échanges sont favorisés dans la mesure du possible et aucune disposition générale ne frappe le commerce avec les étrangers. Chaque pays produit ce qu'il peut facilement produire et achète ce dont il a besoin. Les courants

commerciaux sont nombreux et réguliers ; les achats et les ventes se balancent à peu près. Les dettes internationales sont payées. Le libre échange constitue en quelque sorte l'idéal de ce type d'économie. Le régime que nous venons de décrire repose sur la confiance et la sécurité internationales. Il existe par et pour la paix. En temps de guerre il disparaît parce qu'au lieu de fournir des moyens de résistance il rend les belligérants plus vulnérables. La guerre bouleverse d'ailleurs cette économie en détruisant toutes les relations commerciales avec les pays ennemis.

Cela étant il semble que l'autarchie constitue un type d'économie entièrement opposé à celui qui précède ; on peut penser qu'en décrivant ce type les caractères de l'idée d'indépendance économique seront mis en évidence. Cela n'est pas exact. Ce qui est exact c'est que l'économie fermée s'oppose à la liberté du commerce international ; les frontières se ferment aux transactions ; les échanges internationaux sont réduits au minimum. Mais à notre avis il existe deux aspects de l'idée d'indépendance économique ; ces aspects tendent à se réaliser dans ce que l'on pourrait appeler l'indépendance économique d'expansion et l'indépendance économique de réaction. Nous avons vu que certains des éléments de l'idée d'indépendance économique sont en contradiction avec les autres ; ainsi la suppression de toute possibilité d'influence de l'étranger sur l'économie nationale est incompatible avec l'accroissement des exportations. Certaines conceptions sont contradictoires avec elles-mêmes ; si on les appliquait à tous les Etats on arriverait à une impossibilité absolue ; nous avons déjà indiqué plus haut que tous les Etats ne peuvent avoir une balance bénéficiaire. Les différents éléments que nous avons étudiés se groupent pour constituer les

deux aspects de l'idée d'indépendance économique. Et les rapports de cette idée avec l'opinion de différents pays montrent bien l'existence de ces deux aspects.

Nous examinerons d'abord l'indépendance économique d'expansion. L'économie nationale se forme pour servir de base à l'expansion économique et à l'expansion politique. Que va-t-il se passer si tous les pays veulent conquérir l'hégémonie ? Tout d'abord chacun s'efforce d'employer ses ressources économiques à accroître sa force politique, puis un jour deux Etats se heurteront et ce sera la guerre, qui apparaît comme étant la seule solution possible des conceptions impérialistes ; le vaincu sera obligé de renoncer à son désir d'hégémonie et le vainqueur aura commencé à le réaliser ; à moins qu'un troisième Etat ne profite des pertes qu'auront subies les deux belligérants pour les placer tous deux sous sa dépendance. L'indépendance économique d'expansion fait partie de ce qu'on appelle l'impérialisme dans de nombreux pays.

L'indépendance économique de réaction est une défense d'un pays contre l'impérialisme des Etats étrangers et contre les dommages que peuvent causer les relations internationales. Ce pays se renferme dans ses frontières pour ne pas souffrir de ce qui se passe à l'extérieur. Si cette conception se généralisait le monde se diviserait en un certain nombre de territoires sans aucun rapport les uns avec les autres et vivant absolument sur eux-mêmes. Ce régime s'il était réalisé présenterait évidemment certains avantages ; toutes relations entre Etats ayant cessé, il n'y aurait plus de guerres, ce ne serait pas la paix mais l'indifférence à l'égard de ce que fait le voisin. Nous croyons d'ailleurs que ce régime est actuellement irréalisable, parce que l'idée d'indépendance économique comprend trop souvent un désir

d'expansion et que même une autarchie pacifique est destinée à faciliter la défense du pays en cas de guerre.

Le premier caractère de l'indépendance économique est donc d'être une économie existant en vue de la guerre, et une économie existant en vue de la guerre y conduit fatalement. L'idée d'indépendance économique est donc loin d'être une idée pacifique. Elle fait partie de l'idéologie de guerre.

Le deuxième caractère de l'idée d'indépendance économique est d'être reliée aux doctrines qui réclament des économies dirigées. L'économie dirigée aboutit d'ailleurs à l'autarchie par création du monopole du commerce extérieur. La plupart des mesures que nous avons étudiées ont une action profonde sur l'économie et doivent être prises dans un but déterminé.

Ce but sera fixé par le pouvoir politique. Nous avons vu d'ailleurs 1°) que la réalisation de l'indépendance économique suppose une certaine base politique : un Etat indépendant, souverain, avec un pouvoir central habilité à prendre des décisions, 2°) que de très nombreux éléments de l'idée d'indépendance économique sont des éléments politiques et sociaux.

Le troisième des caractères de l'idée d'indépendance économique est son caractère politique ; c'est à notre avis son caractère le plus important. Les bases, les sources, les éléments et les conséquences de l'idée d'indépendance économique sont politiques ; l'idée d'indépendance économique est essentiellement une idée politique.

CONCLUSION

Nous voici arrivés au terme de cette étude ; notre ambition est d'avoir contribué à montrer l'importance que présente l'idée d'indépendance économique tant en ce qui concerne les doctrines qu'en ce qui concerne les faits. Nous n'avons porté sur elle aucun jugement ; sa discussion ne rentre pas dans le cadre de cette thèse. Nous avons examiné quelques-uns de ses éléments et de ses aspects, espérant ainsi avoir contribué à la rendre plus distincte. Rien ne permet d'affirmer que cette idée doive se développer ou disparaître ; il est à souhaiter pour le maintien de la civilisation moderne que si elle se développe ce ne soit par trop dans son sens guerrier ; mais il faut craindre que ce vœu ne puisse être réalisé. Ce développement dépend sans doute des variations des facteurs économiques, mais il dépend aussi et surtout des variations des facteurs politiques. L'idée d'indépendance économique est une idée politique et son évolution dépend de l'évolution politique.

Vu : le Président de la thèse

Aug. DESCHAMPS.

Vu : le Doyen

E. ALLIX

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — LIVRES

- Allgemeine Deutsche Biographie, Leipzig, 1877.
Charles ANDLER. — *Les origines du pangermanisme* (Paris, 1915).
Le pangermanisme philosophique (Paris, 1915).
Le pangermanisme continental sous Guillaume II (Paris, 1916).
Le pangermanisme. Les plans d'expansion allemande dans le monde (Paris, 1916).
Le pangermanisme colonial sous Guillaume II (Paris, 1916).
Le socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine (Paris, 1918).
Victor BASCH. — *Les doctrines politiques des philosophes classiques de l'Allemagne* (Paris, 1927).
Jacques BASCHWITZ. — *La répartition de l'or*. (Thèse, Paris, 1932).
Von BERNHARDI. — *L'Allemagne et la prochaine guerre*. 1913.
Traduction française (Paris, 1916).
Henri BERR. — *Le germanisme et l'esprit français* (Paris, 1919).
K. BRENDT, W. EUCKERT, W. GERLOFF, R. LÖB, K. LANGE. — *Autarkie. Fünf Vorträge*. (Berlin, 1932).
Jean BODIN. — *Les six livres de la République... suivi de Réponse au paradoxe de M. de Malestroït*. (Lyon 1593).
BOISSONADE. — *Colbert* (Paris, 1932).
C. BOUGLÉ. — *Qu'est-ce que la sociologie* (Paris 1921).
Turoni BRESCIANI. — *L'idea del « Weltreich » negli scritti degli economisti tedeschi, in Riforma sociale*. (Turin, 1918).
CARRÉ DE MALBERG. — *Contribution à la théorie générale de l'Etat* (Paris, 1920-1922).
La loi expression de la volonté générale (Paris, 1931).
CHAPTAL (DE). — *L'Industrie française* (Paris, 1819).
P. CLÉMENT. — *Histoire politique de Colbert et de son administration*. (Paris, 1874).
COLBERT. — *Testament politique de M. Jean-Baptiste Colbert*. (La Haye, 1694).
COMTE. — *Cours de philosophie positive*.
CREUZINGER. — *Hegels Einfluss auf Clausewitz*. (Berlin, 1911).
W.-S. CULBERTSON. — *International economic policies*. (New-York et Londres, 1925).
Hans Peter DANIELCIK. — *Deutschlands Selbstversorgung*. (Munich, 1932).
G. DANOS. — *L'idée de l'autarchie économique et les statistiques du commerce extérieur*. (Thèse, Paris, 1921).

- Débat des hérauts d'armes de France et d'Angleterre* 1456. (Paris, 1877).
- De l'avenir industriel de la France.* (Nancy, 1833).
- Laurent DECHESNE. — *Economie Mondiale et protectionnisme.* (Liège, 1927).
- P. DESSAIX. — *Montchrétien et l'économie politique nationale.* (Thèse, Paris, 1901).
- Droit international (Les fondateurs du).* (Introduction de Pillet, Paris, 1904).
- DUBOIS. — *Précis de l'histoire des doctrines économiques.*
- DURCKHEIM. — *De la division du travail social.* (Paris, 1926).
- W.-Y ELLIOT. — *The new British Empire.* (Londres, 1932).
- FR. EULENBURG. — *Grossraumwirtschaft und Autarkie.* (Iéna, 1932).
- J.-G. FICHTE. — *Sämmtliche Werke.* (Berlin, 1845-1846).
- FORBONNAIS. — *Observations économiques.* (Amsterdam, 1762).
- Ferdinand FRIED. — *Autarkie.* (Iéna, 1932).
- GERLOFF. *Wirtschaftliche Imperialismus* 1915.
- GIDE ET RIST. — *Histoire des doctrines économiques.*
- GLAIS BIZOUIN. — *Discours sur la suppression des actions.* Paris, 1864.
- Dictature de cinq mois.* Paris 1873.
- GÉRRES. — *Europa und die Revolution.* 1820.
- GOMIEN. — *La politique douanière de Colbert.* (Paris, 1903).
- G. GUILLAUME. — *Sur les fondements de l'Economie Rationnelle.* (Paris, 1932).
- HAMILTON. — *Rapport sur l'industrie manufacturière et sur la protection qu'elle a besoin de recevoir.* (Philadelphie, 1791).
- F. HEGEL. — *Grundlinien der Philosophie des Rechts oder Naturrecht und Staatwissenschaft.* (Berlin, 1854). (Hegelswerke B. VIII).
- Hank HELSEN. — *Aperçu d'une théorie générale de l'Etat.* (Traduction Ebermann. Paris, 1927).
- Kurt A. HERRMANN. — *Autarkie und Kapitalgüterexport.* (Berlin, 1933).
- H. HOGT. — *De la protection vis à vis du libre échange.* (New-York, 1886).
- J.-E. HORN. — *L'économie politique avant les physiocrates.* (Paris, 1867).
- K. LORENZ. — *Staat und Religion bei Hegel ; dans Rechtsidee und Staatgedanke.* (Berlin 1930).
- F. LASSALLE. — *Die Philosophie Fichtes und die Bedeutung des deutschen Volkgeist.* 1862.
- Capital et travail.* Traduction française. (Paris, 1904).
- LE MERCIER DE LA RIVIÈRE. *L'intérêt général de l'Etat.*
- LE TROSNE. — *La Liberté du commerce des grains.* (Paris, 1765).
- De l'intérêt social.* (Paris, 1777).
- Xavier LEON. — *Fichte et son temps.* (Paris, 1922).
- LICHTENBERGER et BLONDEL. — *Les ambitions de l'Allemagne en Europe.* (Paris, 1918).
- LIST. — *Das nationale System der politischen Oekonomie.* (Stuttgart, 1878).

- Julius LÖWENSTEIN. — *Hegels Staatsidee, ihr Doppelgesicht und ihr Einfluss im neunzehnten Jahrhundert*. (Berlin, 1927).
- Charles MAC CURDY. — *Empire Free Trade*. Londres.
- M. MANOÏLESCO. — *Théorie du protectionisme et de l'échange international*. (Paris, 1929).
- MAUNIER. — *Les économistes protectionnistes en France de 1715 à 1848*. (Paris, 1911).
- MAYER-MOREAU. — *Hegels Socialphilosophie*. (Tübingen 1910).
- J. de MAZAN. — *Les doctrines économiques de Colbert*. Thèse. (Paris, 1900).
- LORD MELCHETT. — *Imperial Economic Unity*. (Londres, 1930).
- G. MOMPEZ. — *Frédéric List et le nationalisme économique français*. Thèse. (Poitiers, 1919).
- A. de MONTCHRETIEN. — *Traité de l'économie politique (avec introduction et notes de Funck-Brentano)*. (Paris, 1889).
- Friedrich NAUMANN. — *Mitteuropa*. (Berlin, 1915).
- Jerzu NOWAK. — *L'idée de l'autarchie économique (Etude d'histoire des doctrines)*. (Thèse, Paris, 1924).
- S. PALLARD. — *La liberté du commerce extérieur*. (Thèse, Rennes, 1904).
- Simon PATTEN. — *The economic basis of protection*. (Philadelphie, 1890).
- *The theory of dynamic economics*. (Philadelphie, 1892).
- PIGEONNEAU. — *Histoire du commerce de la France*. (Paris 1885-89).
- PLATON. — *Traduction Cousin. Les Lois*.
- QUESNAY. — *Dialogue sur le commerce*.
- E. RATZEL. — *Politische Geographie*. 1903.
- LÉON REGRAY. — *Bilan de protection agricole. Café 1932*. Paris (Amsterdam 1933).
- RICHELIEU. — *Testament politique de Richelieu*. (Amsterdam, 1688).
- RODBERTUS JAGETSOW. — *Le Capital. Traduction Chatelain*. (Paris, 1904).
- Neue Briefe über Grundrente, Rentenprincip und soziale Frage an Schuhmacher*. (Karlsruhe, 1926).
- ROSENZWEIG. — *Hegel und der Staat*. (Münich et Berlin, 1920).
- G. SCHMOLLER. — *Das Merkantilssystem in seiner historischen Bedeutung*. (Leipzig, 1898).
- Studien über die wirtschaftliche Politik Friedrichs des Grossen und Preussens, überhaupt von 1680 Bis 1786. Dans Jahrbuch für Gesetzgebung und Verwaltung tome VIII*.
- Adam SMITH. — *Richesse des Nations*.
- SUAREZ. — *Œuvres*, Paris, 1866. *Tractatus de legibus ac legistore Deo*.
- SUBSIDES directs et indirects. *Conférence économique mondiale document 42*. (Genève, 1927).
- Edgard SULIN. — *Von den Wandlungen der Weltwirtschaft in der Nachkriegszeit*. (Berlin, 1932).
- Otto TANNENBERG. — *Grossdeutschland*. (Berlin, 1911).
- TURGOT. — *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, 1768.

- De VAUBLANG. — *Du commerce de la France en 1820 et 1821.* (Paris, 1822).
A. VÈNE. — *A. de Montchrétien et le nationalisme économique.* (Thèse, Paris, 1923).
DES VÉRITABLES *intérêts de la patrie.* (Rotterdam, 1764).
A. VIALATE. — *L'impérialisme économique.* (Paris, 1923).
F. DE VITTORIA. — *Theologiae relectiones.* (Cologne, 1686).
A. WAGNER. — *Lehr und Handbuch der politischen Œkonomie.* (Leipzig, 1892-1896).
R.-G. WEILL. — *Le monopole de l'alcool industriel.* (Thèse, Paris, 1933).

II. — PERIODIQUES

- Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Économiques.*
Le Capital.
L'Europe Nouvelle.
Frankfurter Zeitung.
L'Information.
Journal Officiel.
Revue d'Economie politique.
Revue politique et parlementaire.
Le Temps.
etc...
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE I. — L'idée d'indépendance économique et les doctrines	9
SECTION I. — Du xvi ^e au xviii ^e siècle.....	9
SECTION II. — Fichte et les auteurs allemands.....	13
CHAPITRE II. — L'idée d'indépendance économique dans le monde	28
SECTION I. — La politique économique et l'autarchie..	29
SECTION II. — L'indépendance économique et l'opinion	64
CHAPITRE III. — Les éléments de l'idée d'indépendance économique	77
CHAPITRE IV. — Caractères de l'idée d'indépendance économique	88
CONCLUSION	92
BIBLIOGRAPHIE	93

